



# ALGÉRIE-FRANCE Nouveau rebondissement dans la crise

Lire l'article de El-Houari Dilmi page 3

## Le Quotidien

Edition Nationale d'Information

D'ORAN

MONDE  
DU TRAVAIL

### Tebboune veut aller plus loin

P. 3



AÏD EL-ADHA

### La vente des moutons importés débutera la semaine prochaine

Lire l'article de A. Z. page 4



Ph.: Rachid K.

MASSACRES ET FAMINE

### Ce qui arrive à Ghaza est terrifiant

Lire l'article de  
Mohamed Mehdi page 2

### Le développement de la filière Lithium sur la table du gouvernement

P. 2

L'ACTUALITÉ AUTREMENT VUE

### Le schisme occidental 1<sup>ère</sup> partie : l'Occident en pleine contradiction

DJAMEL LABIDI

### Le commerce chinois déferle sur l'Europe

ABDELHAK BENELHADJ



ALGÉRIE : TRANSFORMER  
L'ÉNERGIE EN CIVILISATION  
INDUSTRIELLE

### L'OPEP à l'épreuve de ses contradictions, un géant affaibli face à un marché en mutation

SALAH LAKOUES

IA, ARCHITECTURE  
ET PARESSE CRÉATIVE

### L'urgence d'une prise de conscience en Algérie

TOUFIK HEDNA

LA MORT EST PRÉSENTE SUR  
NOS ROUTES À CHAQUE VIRAGE

### On y perd la vie par fatalité. Par imprudence surtout !

CHERIF ALI

### Guerre silencieuse

MUSTAPHA AGGOUN

### Livres : entrepreneurs, la «longue marche»

BELKACEM AHCENE-DJABALLAH

P. 5 à 10



Massacres et famine  
Ce qui arrive  
à Ghaza est terrifiant



Mohamed Mehdi

Vendredi, 574<sup>e</sup> jour de l'agression sioniste et 62<sup>e</sup> jour de blocus humanitaire total, l'armée sioniste poursuit ses massacres contre la population civile de Ghaza. Le nouveau bilan statistique quotidien du ministère de la Santé de l'enclave, publié jeudi, indique que le nombre de victimes de la barbarie israélienne s'est élevé à 52.418 martyrs et 118.091 blessés, dont 18 martyrs et 77 blessés enregistrés lors des précédentes 24 heures (mercredi).

Le nombre de victimes de la barbarie sioniste, depuis la reprise des bombardements, le 18 mars dernier, est passé à 2.326 martyrs et 6.050 blessés, ajoute la même source.

En outre, dans un message urgent lancé jeudi, le ministère de la Santé de Ghaza a appelé les institutions sanitaires et humanitaires et les militants du monde entier à «soutenir les enfants de Ghaza contre les massacres et la famine». Le communiqué appelle à l'envoi d'équipes médicales d'urgence, de médicaments et d'équipements» et à «faire pression sur les gouvernements et les organisations mondiales de santé pour qu'ils brisent le blocus».

Par ailleurs, dans une déclaration devant des journalistes à Genève (Suisse), le Directeur exécutif chargé du Programme OMS de gestion des situations d'urgence sanitaire, Dr. Michael Ryan, a déclaré jeudi, que «les enfants de Ghaza vivent une situation terrifiante».

«La réalité est que nous sommes en train de détruire physiquement et mentalement les enfants de Ghaza. Nous affamons les enfants de Ghaza. Parce que nous n'avons rien fait pour leur éviter cette situation. Nous sommes complices. Nous, vous et toute personne qui ne fait rien pour leur venir en aide. Ce qui arrive à Ghaza est terrifiant. Tout cela doit cesser immédiatement. Tout personne censée doit dire clairement : ça doit cesser maintenant», a déclaré le Dr. Ryan.

De son côté, Amnesty International a déclaré que «Israël doit immédiatement mettre fin à son blocus dévastateur de la bande de Ghaza». «Deux mois de blocus cruel et inhumain sont une preuve supplémentaire de l'intention génocidaire d'Israël à Ghaza», affirme encore Amnesty qui dénonce le siège de l'enclave par Israël qualifiant l'utilisation de «l'arme de la famine contre les civils» de «crime de guerre».

DES DRONES ISRAÉLIENS  
ATTAQUENT LA FLOTILLE DE  
LA LIBERTÉ POUR GHAZA

Le navire de la «Flottille de la Liberté» transportant une trentaine de militants de la cause palestinienne pour briser le blocus israélien de Ghaza et acheminer de l'aide à l'enclave a été la cible de plusieurs drones d'attaque sionistes dans la nuit de jeudi à vendredi.

«À 00h23, heure maltaise, un navire de la «Flottille de la Liberté» a été la cible d'une attaque de drone. L'avant du navire a été visé à deux reprises, provoquant un incendie et une brèche dans la coque. Le navire se trouve actuellement dans les eaux internationales près de Malte. Un signal de détresse SOS a été envoyé», a annoncé la Coalition de la Flottille de la Liberté sur la plateforme X.

Yasemin Acar, attachée de presse de la Coalition, a déclaré à CNN qu'il y avait un «trou dans le navire» après avoir été attaqué au large des côtes maltaises, dans les eaux internationales, et qu'il était désormais ancré à 17 km (10,5 miles) du pays. L'équipage a «lancé des appels d'urgence aux pays voisins» et une «petite embarcation» chypriote a été envoyée en renfort, a-t-elle ajouté.

«Nous avons 30 militants internationaux des droits humains à bord de ce navire en ce moment même. Le navire ne peut pas bouger pour le moment, car s'il bouge... il coulera très vite», a déclaré Mme Acar à Al Jazeera, ajoutant que l'embarcation transporte «5500 tonnes d'aide humanitaire».

Une «enquête indépendante et transparente sous juridiction maltaise, avec la participation des Nations Unies» doit être menée sur les attaques de drones contre la flottille humanitaire à Ghaza, a déclaré l'Observatoire Euro-Med des Droits de l'Homme.

«Le ciblage délibéré d'un navire humanitaire civil dans les eaux internationales constitue une violation flagrante de la Charte des Nations Unies, du droit de la mer et du Statut de Rome, qui interdit de cibler des biens humanitaires», a déclaré l'organisation dans un communiqué. Ajoutant : «cette attaque s'inscrit dans une pratique récurrente et documentée de recours à la force pour empêcher les navires d'atteindre la bande de Ghaza, avant même qu'ils n'approchent de ses côtes».

Le développement de la filière Lithium  
sur la table du gouvernement

Le Premier ministre, M. Nadir Larbaoui, a présidé, mercredi, une réunion du Gouvernement consacrée à l'examen de dossiers relatifs au foncier économique, au développement de la filière du lithium, à l'épuration des eaux usées et au baccalauréat professionnel, indique un communiqué des Services du Premier ministre, dont voici le texte intégral :

«Le Premier ministre, Monsieur Nadir Larbaoui, a présidé, ce mercredi 30 avril 2025, une réunion du Gouvernement consacrée au suivi de la mise en œuvre des directives de Monsieur le Président de la République concernant l'activation totale du système du foncier économique destiné à la réalisation de projets d'investissement, notamment en ce qui concerne le guichet unique, en vue de faciliter l'acte d'investissement.

En effet, il a été procédé à l'examen des mesures prises par les trois agences foncières spécialisées, à l'effet de mettre à la disposition de l'Ag-

ce algérienne de promotion de l'investissement le foncier industriel, touristique et urbain, avec la mise en place d'un cadre approprié pour lever les obstacles entravant l'aménagement des zones industrielles et touristiques.

Le Gouvernement a également entendu une communication sur le développement de la filière du lithium en Algérie, conformément à la vision stratégique de Monsieur le Président de la République, avec l'examen d'une feuille de route visant l'exploitation du potentiel minier national, ainsi que le développement d'un réseau pour la domiciliation de la valeur ajoutée dans le processus de la valorisation de cette ressource clé dans le cadre de la transition énergétique mondiale.

En outre, le Gouvernement a examiné l'état d'avancement du programme de développement et de réhabilitation des stations d'épuration des eaux usées, qui vise à protéger l'environnement contre la pollution, à préserver la santé

des citoyens, ainsi qu'à accroître le volume des eaux traitées en vue de leur réutilisation dans les secteurs agricole et industriel.

D'autre part, le Gouvernement a entendu une communication sur le projet de baccalauréat professionnel qui s'inscrit dans une vision globale visant la promotion et la valorisation de l'enseignement professionnel, ainsi qu'à accompagner la dynamique que connaît l'économie nationale, à travers la formation et la mise à disposition d'une main-d'œuvre qualifiée, capable de répondre aux exigences du marché du travail.

Enfin, le Gouvernement a suivi le taux d'avancement de la réalisation de certains grands projets d'infrastructures sanitaires et sportives, en veillant au respect des délais impartis. Il a, par ailleurs, appelé les secteurs concernés à assurer l'exploitation de ces structures, ainsi qu'à fournir les équipements nécessaires à leur fonctionnement dès leur réception».

ANALYSE

Mustapha Aggoun

Ammi  
Tebboune...

Dans les petits détails parfois se loge toute l'âme d'un peuple, toute la vérité silencieuse d'une relation entre ceux qui gouvernent et ceux qui consentent à être gouvernés.

Dans bien des pays, au détour des rues et des palais, on entend encore ce mot : «Sidna», «notre maître». Un mot ancien, alourdi par les siècles, qui porte la trace amère des chaînes invisibles de la soumission. «Sidna» : une révérence profonde, presque un genou à terre, comme une prolongation de l'époque où l'homme n'était qu'une chose offerte à la volonté du souverain.

Ailleurs, on murmure respectueusement «Jalalatou», comme si le pouvoir politique devait se teindre d'une sacralité divine, conférant au roi des traits presque célestes, inaccessibles, écrasants par leur distance. Dans d'autres contrées encore, l'on s'incline devant «El Mou'azzam», «Le Glorifié», une expression qui évoque les élus d'une volonté supérieure, et qui impose, sans mot dire, le culte de la personne.

Toujours et encore, la même musique sourde : celle du pouvoir comme une hauteur, comme un sommet glacé où seul le souverain respire, loin du souffle du peuple.

Chez nous en Algérie, tout résonne différemment, avec une force rebelle, une mémoire vive et indocile. Ici, les mots ont été trempés dans le sang des martyrs, polis par les vents d'une histoire où la liberté ne fut jamais un don, mais une conquête rude, un arrachement aux griffes d'un destin imposé.

Chez nous, le peuple a chassé les maîtres. Chez nous, la dignité ne s'implore pas; elle se proclame debout, les poings calleux et les yeux brûlants d'orgueil.

Lorsque les Algériens de la société profonde parlent de leur Président, ils ne l'élèvent ni sur un trône doré ni sur un

autel sacré. Ils l'appellent, simplement, tendrement, sans trembler : «Ammi Tebboune» — «Oncle Tebboune».

«Ammi» : un mot pétri d'affection, chargé de respect mais dénué de crainte. L'oncle, chez nous, n'est ni le maître ni le demi-dieu. Il est celui qu'on écoute parce qu'on le reconnaît digne, pas parce qu'on le redoute. Il est ce visage familial croisé partout, cet homme qui conseille, qui rassure, qui parle d'égal à égal sans jamais exiger l'humiliation.

Chez nous, pas d'agenouillements, pas de visages écrasés dans la poussière.

Le respect se donne dans la verticalité, dans la fraternité, dans cette fierté inaltérable qui a survécu aux bombardements, aux prisons, aux humiliations d'un siècle.

Car l'Algérien, même lorsqu'il respecte, reste libre.

Parce qu'il sait, dans sa chair, ce qu'il a payé pour l'être.

Et dans ce simple mot «Ammi», se résume toute une histoire, tout un refus ancestral d'aduler quiconque au-delà du juste respect. C'est une manière de dire : «Tu es des nôtres. Tu n'es ni un roi, ni un maître, ni un mythe. Tu es un homme parmi les hommes, élevé non par décret divin, mais par notre confiance vigilante.»

C'est dans ces détails infimes, presque anodins, que palpète la vérité d'un peuple. Dans la familiarité sans soumission.

Dans la reconnaissance sans abdication. Dans cette noblesse populaire qui préfère la poignée de main franche aux courbettes hypocrites.

Oui, parfois, dans les nuances d'un mot, dans la douceur d'un surnom, dans l'absence volontaire de sacralisation, se dévoilent la grandeur, la mémoire blessée mais fière, et la liberté chèrement acquise d'un peuple qui ne sait vivre qu'à hauteur d'homme.

Le Quotidien  
D'ORAN

Edition Nationale d'Information  
Editée par la SPA  
ORAN - PRESSE  
au Capital de 195.923.000,00 DA

Président  
Directeur Général  
Directeur  
de la Publication  
Mohamed Abdou  
BENABBOU

Direction - Administration  
Rédaction  
63, Ave de l'ANP - Oran  
B.P.N°110 - Oran  
Tél. 041.23.25.22  
23.25.23 / 23.25.24  
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15

Fax Pub: 041.23.25.21  
Fax et Rédaction: 041.23.25.20  
Imp.: Oran : imprimerie  
"Le Quotidien d'Oran"  
Alger : imprimerie "Le Quotidien d'Oran"  
Constantine : S.I.E.

INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>  
E-mail : [infos@lequotidien-oran.com](mailto:infos@lequotidien-oran.com)  
[publicite@lequotidien-oran.com](mailto:publicite@lequotidien-oran.com)  
[admin@lequotidien-oran.com](mailto:admin@lequotidien-oran.com)  
[lequotidiendoran@yahoo.fr](mailto:lequotidiendoran@yahoo.fr)

Diffusion : Ouest et Centre : SDPO - Est : SO.DI. PRESSE

«Pour votre Publicité s'adresser à : l'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité» - Agence ANEP 01, Avenue Pasteur - Alger - Téléphone : 020.05.20.91 / 020.05.10.42 - Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77  
E-mail : [agence.regie@anep.com.dz](mailto:agence.regie@anep.com.dz) / [programmation.regie@anep.com.dz](mailto:programmation.regie@anep.com.dz) / [agence.oran@anep.com.dz](mailto:agence.oran@anep.com.dz) / [agence.annaba@anep.com.dz](mailto:agence.annaba@anep.com.dz) / [agence.ouargla@anep.com.dz](mailto:agence.ouargla@anep.com.dz) / [agence.constantine@anep.com.dz](mailto:agence.constantine@anep.com.dz)



Algérie-France  
Nouveau rebondissement  
dans la crise

Nouveau rebondissement dans la crise entre Paris et Alger. Ce rebondissement marque un nouveau chapitre dans l'escalade des tensions entre les deux pays.

El-Houari Dilmi

En effet, les autorités françaises n'ont rien trouvé d'autre pour riposter face aux récents revers diplomatiques avec l'Algérie, si ce n'est la réduction des places de parking appartenant à la résidence de l'ambassadeur d'Algérie dans la commune de Neuilly-sur-Seine en banlieue parisienne, et d'autres mesures que l'on peut qualifier de puérides.

En plus de la suppression des places de parking, les services communaux, avec à leur tête Jean-Christophe Fromentin, ont décidé d'imposer une taxe annuelle sur le portillon de garde fixée à 11.700 euros (par an).

Ces décisions apparaissent comme une «réponse puéride» face à la rigueur de la position algérienne et au langage diplomatique ferme et mesuré des autorités algériennes, à leur tête le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, et du ministre des Affaires étrangères, Ahmed Attaf.

« LA RELATION  
AVEC L'ALGÉRIE  
OTAGE DE MANŒUVRES  
AMBIGÜES »

Selon le quotidien El Khabar, l'Algérie est susceptible de recourir à des mesures dans le cadre du principe de réciprocité. Ainsi, il est possible que la zone de résidence de l'ambassadeur de France à Alger soit réduite de 4 hectares à un hectare et la superficie de l'ambassade de France de 14 hectares à seulement deux hectares.

La maigre valeur locative des locaux de la mission diplomatique française à Alger, qui n'a pas été revue depuis des décennies, est aussi susceptible d'être révisée à plusieurs millions d'euros, bien sûr.

Il est devenu patent que les relations entre l'Algérie et la France ont atteint une impasse, après que des parties en France ont choisi de saborder tous les efforts d'apaisement, matérialisé dans l'appel entre les présidents Tebboune et Macron, le 31 mars. Ainsi, les Français ont, faisant fi de toutes les règles et pratiques en matière de diplomatie, arrêté un agent consulaire algérien après quoi l'Algérie a décidé d'expulser 12 diplomates

français, une mesure similaire a été ensuite prise par la France pour en expulsant 12 diplomates algériens et rappelé son ambassadeur en poste à Alger.

L'AGENT CONSULAIRE  
ALGÉRIEN MAINTENU  
EN DÉTENTION

La justice française maintient en détention le fonctionnaire consulaire algérien, en poste au consulat algérien de Créteil. Son emprisonnement viole toutes les normes et conventions diplomatiques et ramène la crise entre les deux pays à la case départ.

La justice française a rejeté la demande de libération provisoire de l'agent consulaire algérien, qui est en détention provisoire, avec deux autres personnes, depuis le 11 avril dernier. Le maintien de l'agent consulaire algérien en détention provisoire, malgré le fait que la procédure de détention soit une mesure exceptionnelle, dénote de la volonté manifeste de la partie française à vouloir élever d'un cran la grave crise qui oppose les deux pays.

En ce qui concerne le statut juridique de l'agent consulaire, Saad Beggija, juriste, a estimé dans un entretien accordée au journal «Al-Khabar» que les poursuites judiciaires contre l'agent consulaire algérien, y compris sa détention provisoire, sont «contraires aux normes diplomatiques, car Paris aurait pu notifier cette mesure aux autorités algériennes avant d'engager une procédure publique contre l'agent en tant que membre d'une mission diplomatique, conformément aux exigences de la Convention de Vienne de 1963 sur les relations consulaires.

L'emprisonnement de l'agent algérien est intervenu après des signes d'apaisement de la crise entre les deux pays à la suite d'un appel téléphonique entre les présidents des deux pays, à l'occasion de l'Aïd al-Fitr, et de leur accord sur une feuille de route, qui a débuté par la visite du ministre français des Affaires étrangères, deux jours après l'entretien entre les deux chefs d'Etat, avant une aggravation de la crise avec l'arrestation et le placement en détention provisoire du diplomate algérien.

Le bon journaliste va voir, revient et écrit, en session de son sujet. Le mauvais revient, croyant le connaître ; c'est toute la différence.

L'imbécile porteur d'un vaste bagage reste assis, dispensé d'aller voir, il sait tout : on le lui a appris à l'école (Georges Arnaud, écrivain et journaliste, in « Novembre », Revue culturelle algérienne, éditée par la Commission Culture du Fln, n°1, avril-mai 1964) .

Les journalistes algériens ne seraient que d'éminents gribouilles peuplant les rédactions et ne sachant que traduire maladroitement un pays fantasmé quand le pouvoir serait en phase avec le pays réel (Hamidechi Boubekeur, « Lettre de province ». Chronique © Le Soir d'Algérie, samedi 25 octobre 2014)

Dans ce pays (l'Algérie), le journaliste est devenu une sorte de victime plurielle. Il est victime de lui-même, victime de calculs erronés, victime d'illusions et de contre-vérités, victime des dérives de l'histoire, victime du pouvoir et de la société (H'mida Ayachi, « Dédales. La nuit de la grande discorde ». Roman © Editions Barzakh, Alger 2016)

Liberté (d'information) rime avec responsabilité. Responsabilité devant les faits à publier et devant le lecteur (Cheniki Ahmed, « Le projet Algérie. Brève histoire politique d'un pays en chantier ». Essai (politique) ©. Editions Frantz Fanon, Alger 2018)

Le journaliste algérien a été façonné par l'histoire (notamment celle de la guerre de Libération nationale), formaté (par le parti unique), instrumentalisé par les forces du marché, lors du « printemps » de l'Algérie, désintégré par une décennie de terrorisme et, enfin, prolétarisé dans un processus toujours en cours (Mohamed Kourssi, « Jeux de pouvoirs en Algérie. Plumes rebelles ». Essai © Editions Médias Index, Alger 2019)

Un journaliste a un seul juge : sa conscience. Il n'a pas le droit de faire du tort ou du bien, sa fonction est d'informer, donner à lire la réalité, sans aucune complaisance (Ahmed Cheniki, universitaire et journaliste © Facebook, samedi 19 octobre 2020)

De fait, le journaliste a mauvaise image et pratiquement plus personne ne pense faire carrière dans la profession, si ce n'est pour avoir un bon salaire, ce qui n'est même plus toujours le cas, et dîner aux côtés des plus grands, même si c'est en dehors et d'un mauvais sandwich (Chawki Amari, in Ecrits de plusieurs auteurs algériens, « J'ai rêvé l'Algérie. Témoignages, fictions et récit ». Ouvrage collectif © Editions Barzakh et Fondation Friedrich Ebert Algérie, Alger 2020)

Les bons journalistes sont ceux qui sont un peu historiens, qui ont le sens du temps, qui comprennent que dans le présent il y a une histoire aussi, il y a un passé. Et puis, il faut aussi être un peu sociologue, connaître les sociétés, leur démographie, leur culture, leurs particularités. Ensuite, il y a des tours de main (note: les « ficelles »), pour le journalisme comme pour n'importe quel métier, il y a une habileté, il y a une technique (Chérif Chikhi, « Diplomatie et médias ». Essai © Editions Dahlab, Alger 2020).

Le journalisme n'est pas une mission, le journa-

Monde du travail  
Tebboune veut aller plus loin

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a souligné, mercredi, sa volonté de poursuivre la consolidation des acquis réalisés en faveur des travailleurs, réaffirmant sa détermination à parachever le processus d'édification nationale, dont la voie a été tracée par les précurseurs, afin de préserver l'indépendance de la décision et les capacités et les richesses de la nation.

Dans un message adressé à l'occasion de la Journée internationale du travail, célébrée le 1er mai de chaque année, le président de la République a présenté ses meilleurs vœux aux travailleurs algériens, réaffirmant sa détermination à «parachever le processus d'édification nationale, dont la voie a été tracée par nos précurseurs parmi les valeureux martyrs, les moudjahidine, les militants et tous les enfants dévoués de cette patrie, afin de préserver l'indépendance de la dé-

cision et les capacités et les richesses de la nation et de contribuer à l'essor d'une économie forte et diversifiée, garante de la fierté, de la dignité et de l'indépendance du pays». Le président de la République a également souligné sa «volonté de poursuivre la consolidation des acquis réalisés en faveur des travailleurs, après la concrétisation des engagements liés aux augmentations sans précédent des salaires des travailleurs, à travers une large révision des grilles salariales, des régimes indemnitaires et des allocations et pensions de retraite, mais aussi un allègement significatif des charges fiscales».

Ces acquis, a-t-il ajouté, «se verront renforcés, conformément aux engagements que nous avons pris, afin de garantir aux travailleuses et aux travailleurs un cadre de vie satisfaisant et une vie familiale sereine, et ce, partant de l'attachement de l'Etat à préserver la dignité des

citoyens et à consacrer la protection des droits des citoyennes et des citoyens dans les textes juridiques liés aux parcours professionnels et à la retraite». Pour le président de la République, c'est aussi «une opportunité renouvelée pour nous remémorer ensemble, en ce 1er mai, les sacrifices des héros de la glorieuse Révolution de libération et dire notre fierté devant la fidélité des travailleurs et des syndicalistes à l'Algérie, depuis la création de l'Union générale des travailleurs algériens, le 24 février 1956, jusqu'à l'épreuve de la tragédie nationale, funeste période où les travailleuses et les travailleurs ont résisté à la horde terroriste barbare et destructrice, défendant avec bravoure et dignité l'Etat nation et ses institutions».

Dans le même sillage, le président de la République a affirmé que «l'Algérie victorieuse compte sur ses enfants, travailleuses et travailleurs, qui contribuent avec le même enga-

gement et la même loyauté envers la patrie, en cette étape cruciale, depuis leurs divers postes, au façonnement d'un modèle économique moderne». «Ils sont le socle sur lequel reposent les nouvelles orientations économiques et la richesse durable que représente une jeunesse hautement qualifiée, compétente et ambitieuse, capable de mettre l'intelligence et la technologie au service d'une dynamique entrepreneuriale, à l'image de celle qui stimule l'activité économique dans les pays émergents», a-t-il poursuivi.

Le président de la République a conclu son message en adressant ses salutations «à cette génération de jeunes, résolue à saisir les opportunités de succès par ses initiatives créatives», lui réitérant «ses encouragements sans bornes» et saluant en elle «la volonté de défi et de renouveau qui soutient les capacités économiques du pays».

Raïna  
Raïkoum  
Belkacem Ahcène Djaballah

Journaliste:  
être ou ne pas être !

lisme est un rôle comme celui du juge, du savant, du philosophe, de l'écrivain ou du poète. Personne ne lui dicte sa conduite. Il la définit par

lui-même (...) .Son travail est le fruit de son propre pouvoir intrinsèquement lié au métier qu'il exerce, le métier de journaliste, comme la médecine est le métier du médecin ou l'agriculture celui du paysan. Ce sont des rôles dévolus par la société entière et non par une entité partisane. Le journaliste n'est donc par définition ni partial ni partisan. Il est et doit être sans préjugé. Cela ne fait pas de lui un contre-pouvoir comme les syndicats ou les partis d'opposition. C'est une position de médiateur informel combien précieuse pour les décideurs (Chérif Anane, ancien journaliste © fb, samedi 22 mai 2021)

Si la recherche d'informations est une réaction saine et souhaitable, la surconsommation médiatique contribue à l'addiction (Houria Ahcene-Djaballah, Pr de Psychologie clinique. Entretien © El Watan, lundi 2 août 2021)

La subjectivité fait partie du journaliste à condition d'argumenter factuellement (Jean Michel Apathie, journaliste français. Interview, extrait © Le Blog du Communicant, jeudi 22 septembre 2022)

Je sais décrire la vie et la commenter, mais je m'aperçois que je ne sais pas « raconter des histoires » (Belkacem Ahcene Djaballah. Entretien © Horizons, mercredi 2 mars 2022)

Pour le journaliste, il n'y a pas de saint, de diable ou de source privilégiée, il y a le fait tout simplement (Ahmed Cheniki, universitaire. Opinion © facebook, lundi 21 mars 2022)

Certes, on n'embrasse pas le métier (note : journaliste) pour faire fortune. En revanche, l'enrichissement moral et intellectuel est sans limite. Aucun autre métier ne vous apprend à connaître les hommes, leur histoire, leurs joies, leurs peines. Il est plein d'imprévus, de surprises (Hachemi Souami, «Clap de fin. Une aventure journalistique». Récit© Casbah Editions, Alger 2023)

Le journalisme n'étant pas une science exacte, le regard porté sur ces moments qui ont jalonné différentes étapes de notre pays reste forcément subjectif, personnel (...). Le journaliste est placé à un poste d'observation qui lui permet de suivre et de comprendre les événements qui secouent la société, ses crises, ses blocages, ses ruptures, ses révolutions et contre-révolutions (Houria Ait Kaci, « Mémoires d'une journaliste militante du Pags. Pages d'un combat pour la liberté ». Récit ©. Les Presses du Chélif, Chlef 2023)

Un peu de bon sens, un peu de conscience. Je ne m'attends pas à ce qu'on applaudisse le président ou le wali, mais il faut défendre son pays! (Abdelmadjid Tebboune, président de la République. Entretien avec représentants de la presse nationale, extrait © Vendredi 24 février 2023)

S'il est bien un plaisir pour un journaliste, c'est celui d'emprunter un chemin anti-conventionnel en posant la question qui dérange sur la base de contradictions émises les discours léniants des politiques (Zine El Abidin Ben Badis « Mes pierres blanches ». Récit © Editions Dalimen, Alger 2024)

\* Extraits du « Dictionnaire des citations algériennes », Ed.El Qobia, Alger 2021



## Aïd El-Adha La vente des moutons importés débutera la semaine prochaine

A. Z.

Announced le 1<sup>er</sup> mai, mais repoussée de quelques jours, certainement à cause des rigoureux aspects organisationnels liés à l'opération, la vente des moutons de l'Aïd El-Adha importés débutera la semaine prochaine à travers les différentes wilayas du pays, et ce en collaboration entre le groupe des industries agroalimentaires et logistiques (Agrolog) et les autorités locales.

Le PDG de ce groupe public, Mohamed Batraoui, qui a éclairé l'opinion à propos de la date de l'entame de la vente des moutons de l'Aïd El-Adha importés, a précisé à l'APS que le nombre des points de vente communiqués au groupe par les walis s'élève, à ce jour, à près de 800 à l'échelle nationale.

Quant à la répartition des moutons, le responsable a indiqué qu'elle sera effectuée selon des quotas établis en coordination avec les autorités locales, conformément aux besoins exprimés par les walis de chaque wilaya, en fonction de la densité de population.

Et, pour assurer le bon déroulement de l'opération de vente, le groupe «Agrolog», à travers ses filiales locales, a affecté entre trois (3) et cinq (5) travailleurs qualifiés pour chaque point de vente, prévoyant également une sécurisation de ces

espaces en coordination avec les autorités locales qui ont contribué, à leur tour, à la mobilisation des agents de sécurité à cet effet.

S'agissant des prix, le PDG du groupe a rappelé que le prix est fixé à 40.000 DA par tête, soulignant que le poids moyen du mouton dépasse les 45 kg. Soit près de 900 dinars le kilo.

A propos des conditions d'acquisition des moutons importés, le même responsable a indiqué que les détails organisationnels de l'opération de vente relèvent des autorités locales qui tiendront compte d'un ensemble de critères en fonction des spécificités de chaque wilaya, afin d'éviter les mauvaises pratiques potentielles, telles que la spéculation illicite.

Concernant le processus organisationnel de l'opération de vente, l'intervenant a expliqué que les moutons importés sont orientés tout d'abord vers les zones de quarantaine pour une durée de 3 à 5 jours, avant de les acheminer vers les wilayas, selon les quotas réservés à chacune d'elle, notant que l'opération de vente se poursuivra jusqu'au 25 mai.

Dans ce sillage, M. Batraoui a fait savoir qu'en sus de la vente des moutons importés, le Groupe proposera à la vente quelque 10.000 têtes ovines locales, ajoutant que l'opération d'importation des moutons de cette année vise à réguler

le marché et à préserver le cheptel national. Ce dernier aspect, souvent occulté dans le brouhaha de cette opération d'importation d'un million de moutons à l'occasion de l'Aïd El-Adha, n'en constitue pas moins l'un des plus importants objectifs visés dans la globalité de cette stratégie mise en œuvre suite aux ordres du président de la République.

La préservation du cheptel national en pareille circonstance de la célébration de l'Aïd El-Adha, où le nombre d'animaux par espèce sacrifiée, en 2024, a atteint 3,5 millions de têtes ovines, 48.000 caprines et 7.000 bovines, selon des données des services du ministère de l'Agriculture et de développement rural, s'avère d'une importance capitale, permettant l'augmentation du nombre de têtes ovines à travers la reconstitution de cette richesse animale mise à l'épreuve du sacrifice et de la contrebande. Si, bien sûr, cette politique d'importation se poursuivrait durant quelques années de suite.

Et, parler de l'augmentation du nombre des têtes ovines, c'est renforcer l'offre locale en bétail qui, à terme, apporterait d'autres résultats positifs, les mêmes visés dans l'immédiat par l'importation d'un million de moutons, à savoir la régulation du marché et l'atténuation des prix des moutons... et des viandes rouges en général.

## Projet de loi de lutte contre la drogue Plaidoyer pour un dépistage précoce en milieu scolaire

M. Aziza

Pour intensifier la lutte contre la drogue, les pouvoirs publics mènent une guerre sur le terrain à travers le démantèlement des réseaux de trafiquants de drogue et préparent parallèlement, un projet de loi de lutte contre la drogue. Le but étant de protéger la jeunesse algérienne de ce fléau dévastateur. Car il y va de la santé publique et de la sécurité du pays.

Les parlementaires, à travers la Commission des Affaires juridiques et administratives et des libertés ont poursuivi, jeudi dernier, leurs réunions consacrées à l'examen du projet de loi relatif à la lutte contre la drogue. Et ce, en auditionnant les représentants du Commandement de la gendarmerie nationale et de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN), au niveau de l'Assemblée nationale populaire (APN).

Selon le communiqué de l'APN, les représentants des deux corps de sécurité ont salué les nouvelles dispositions contenues dans ce projet de loi, notamment ce qui a trait au durcissement des peines. En effet, le projet de loi qui fait l'objet d'examen, stipule la peine capitale pour les crimes de drogue jugés graves. C'est d'ailleurs ce qu'a précisé, mardi dernier, le ministre de la Justice, garde des Sceaux, Lotfi Boudjemaa, devant ladite commission lors de l'exposé du projet de loi relative à la prévention et à la répression de l'usage et du trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes.

Il a été précisé que lorsque le crime commis entraîne la mort, cause de graves préjudices pour la santé publique ou s'il est commis avec circonstances aggravantes, à l'instar de ceux commis, dans le cadre d'un groupe criminel organisé transfrontalier, ou dans l'objectif de porter atteinte à la sécuri-

té nationale, de créer un climat d'insécurité ou de troubler l'ordre public » et « lorsque les crimes de drogue sont commis sur instigation ou au profit d'un Etat étranger, ou avec usage ou menace d'usage d'armes, leurs auteurs sont passibles de la peine capitale.

A noter, en outre, que le projet de loi en question prévoit également une peine de 20 à 30 ans contre les personnes qui incitent les mineurs dans le recrutement, l'utilisation, le transport, la détention, ou la vente des stupéfiants ou des substances psychotropes.

Sur le plan préventif, les représentants des services de sécurité ont mis l'accent devant les membres de la Commission parlementaire sur l'importance du rôle de la société civile et des mosquées, dans la sensibilisation au phénomène de la drogue pour en limiter la prolifération, notamment en milieu scolaire et universitaire. Tout en recommandant « la nécessité d'activer la protection contre la toxicomanie ainsi que la mise en place de mesures incitatives en faveur des personnes fournissant des informations menant à des résultats positifs ». Les intervenants ont, par ailleurs, proposé d'« effectuer des examens médicaux périodiques pour les conducteurs des bus de transport de voyageurs et ceux de transport de marchandises », ainsi que « d'allouer une partie des recettes des saisies au financement des opérations de sensibilisation », selon le communiqué des services de l'APN.

Les intervenants ont recommandé « la création d'un pôle national de lutte contre la drogue, afin de faciliter les opérations de démantèlement des réseaux criminels spécialisés dans le trafic de drogue et de stupéfiants psychotropes », et « l'activation des opérations de dépistage précoce et leur traitement de manière rationnelle,

notamment en milieu scolaire et universitaire ».

Contacté par nos soins, le coordinateur central de l'Association Green Tea (jeunes contre le Sida et les Drogues), M. Mohamed Ghemmama, a salué la décision d'élaborer ce projet de loi. Précisant que cette démarche va encore renforcer davantage les moyens de prévention et de répression contre les trafiquants de drogue.

Le coordinateur de l'Association a mis l'accent sur la nécessité de combiner entre les deux approches (préventive et répressive). Et ce, dit-il, pour arriver à une efficacité sur le terrain. Et d'affirmer « durcir les peines et renforcer la répression, certes c'est une chose positive, mais elle a besoin d'une approche complémentaire avec une implication effective de la société civile ».

M. Ghemmama a affirmé que les associations aujourd'hui ont besoin d'un cadre légal et champ d'action plus large pour qu'elles jouent pleinement leur rôle dans la lutte contre la drogue et la toxicomanie. Précisant que les associations peuvent aujourd'hui, contribuer dans le cadre de la prévention primaire (prévenir les jeunes avant de consommer la drogue). Mais, les associations ont des difficultés à accompagner des jeunes dans la prévention secondaire et tertiaire (ceux qui consomment déjà la drogue et ceux qui récidivent après des cures de sevrage).

Notre interlocuteur plaide pour la création de nouveaux centres de désintoxication, à travers le pays, et faciliter la tâche aux associations pour accompagner les consommateurs (les victimes de la drogue) dans le parcours de soins. Précisant que la loi dans ce sens limite les actions de la société civile, notamment des associations d'ou la nécessité de revoir ou de modifier certains articles.

## Le Calife général de la Tariqa Tidjania en visite au Burkina Faso

Le Calife général de la Tariqa Tidjania, Cheikh Ali Belarabi, a entamé jeudi une visite officielle au Burkina Faso à la tête d'une importante délégation et sur invitation des Chouyoukh de la Tariqa au Burkina Faso.

Cette visite intervient dans le cadre du renforcement des liens spirituels entre les zaouias de la Tariqa Tidjania dans la région de l'Afrique de l'ouest, et elle comprendra un riche programme qui inclut la visite des zaouias de la Tariqa Tidjania qui enseignent le savoir, la jurisprudence et les origines de la Tariqa, mais aussi l'installation du Haut conseil de la Tariqa Tidjania au Burkina Faso ainsi que des rencontres avec nombre de responsables et de représentants des acteurs de la société civile.

Le Calife général de la Tariqa Tidjania, a eu droit, à son arrivée à Ouagadougou, à un accueil chaleureux de la part des Chouyoukh et disciples de la Tariqa au Burkina Faso. Il a assuré

à l'occasion de sa gratitude et ses remerciements pour cet accueil, tout en espérant que cette visite contribuera à renforcer l'esprit de fraternité entre les deux pays et les deux peuples.

Le Calife général de la Tariqa Tidjania a reçu à son lieu de résidence dans la capitale Ouagadougou le Docteur Aboubakar Doukouré, Conseiller du président de la République du Burkina Faso pour les affaires religieuses, qui lui a rendu une visite de courtoisie.

Le Calife général Cheikh Sidi Ali Belarabi a salué la visite du docteur Aboubakar Doukouré, affirmant que «l'intérêt du pays est au dessus de toutes considérations».

Fondée par Cheikh Ahmed Tidjani, la tariqa Tidjania, jouit d'une grande valeur spirituelle notamment en Afrique de l'Ouest et joue un rôle central dans la diffusion des valeurs de la tolérance, l'unité ainsi que la réforme spirituelle et sociétale.

## Accident mortel à Bouira Le conducteur du bus placé en détention provisoire

Le tribunal de M'chedallah, relevant de la Cour de Bouira, a placé, en détention provisoire, le chauffeur de bus responsable de l'accident de la route au niveau de l'autoroute Ahnif-Béjaïa, qui a fait 6 morts et 30 blessés, selon un communiqué du procureur de la République près le même tribunal. "En application des dispositions de l'article 11 du Code de procédure pénale, le procureur de la République près le tribunal de M'chedallah informe l'opinion publique qu'en date du 29 avril 2025, vers 22h30, un accident mortel impliquant un bus de transport de voyageurs s'est produit au niveau de l'autoroute Ahnif-Béjaïa, faisant 6 morts et 30 blessés à différents degrés de gravité", précise le texte.

"Suite à notre déplacement sur les lieux, nous avons donné des instructions pour l'ouverture d'une enquête

approfondie, qui s'est soldée par l'arrestation du chauffeur de bus, répondant aux initiales (K.A.)", poursuit le communiqué. Présenté le 30 avril 2025 devant le parquet, le mis en cause "est poursuivi pour homicide involontaire au moyen d'un véhicule de transport en commun, excès de vitesse et mise en danger de la vie d'autrui", selon la même source.

"Le propriétaire du bus, répondant aux initiales (T.Ch.), est également poursuivi pour mise en danger de la vie d'autrui et non-déclaration des travailleurs à la sécurité sociale".

"Déférés à la section des délits suivant la procédure de comparution immédiate, le chauffeur de bus a été placé en détention provisoire et le deuxième accusé (T.Ch.) en liberté provisoire en attendant leur jugement le 7 mai 2025", conclut la même source.

## Tizi-Ouzou Un camion tue un enfant et blesse deux autres

Un enfant de huit (8) ans est décédé et deux (2) autres du même âge ont été blessés après avoir été percutés par un camion, jeudi au village Zerouda, dans la commune de Draa Ben-Khedda à l'Ouest de Tizi-Ouzou, rapporte un communiqué de la protection civile. "Les éléments de la protection civile sont intervenus jeudi matin pour l'évacuation de trois (3) enfants percutés par un camion malaxeur. L'accident a causé la mort d'un

enfant et des blessures pour les deux autres", a indiqué le communiqué.

Les deux enfants blessés ont été évacués par des citoyens avant l'arrivée des secours pour transférer la dépouille de la victime au CHU Nedir Mohamed.

Une enquête a été ouverte pour déterminer les circonstances exactes de cet incident mortel qui s'est passé devant un chantier d'une construction d'un particulier, est-il souligné.

## Djelfa 15 et 7 ans de prison pour spéculation sur le café

Deux individus accusés de spéculation illicite sur le café ont été condamnés, mercredi, par le tribunal de Djelfa, à des peines de quinze (15) et de sept (7) ans de prison ferme avec confiscation de leurs marchandises, indique, mercredi, un communiqué du procureur de la République près le même tribunal.

«Conformément aux dispositions de l'article 11, alinéa 3, du code de procédure pénale, le parquet de la République près le tribunal de Djelfa informe l'opinion publique que dans le cadre de la poursuite de la lutte contre la spéculation illicite sur les produits alimentaires de large consommation et suite à l'exploitation d'informations selon lesquelles un commerçant s'adonnait au stockage d'une quantité importante de café aux fins de la vendre à une de ses connaissances, il a été procédé le 22/04/2025 à l'arrestation du mis en cause ainsi que de son associé

répondant aux initiales (S.A) et (A.S) et à la saisie d'une quantité considérable de cafés (12908 kg)», précise le communiqué.

«Après avoir été déférés le 23/04/2025 devant le Parquet, les deux mis en cause ont été renvoyés devant le tribunal correctionnel conformément aux procédures de comparution immédiate pour spéculation illicite sur le café», ajoute la même source.

«En date du 30/04/2025, le tribunal a prononcé une peine de 15 ans de prison ferme à l'encontre du premier accusé répondant aux initiales (S.A), assortie d'une amende de cinq millions de dinars, et une peine de 7 ans de prison ferme à l'encontre du second accusé répondant aux initiales (A.S), assortie d'une amende de deux millions de dinars, et a ordonné leur placement sous mandat de dépôt et la confiscation de leurs marchandises», conclut le communiqué.



# Le schisme occidental

## 1<sup>ère</sup> partie : L'Occident en pleine contradiction

**Les dirigeants européens sont inénarrables. En particulier le trio Royaume-Uni, France, Allemagne qui cherche péniblement à reprendre le leadership de l'Occident et à remplacer les Etats-Unis. Ils sont pleins de contradictions.**

Par Djamel Labidi

Ils veulent, par exemple, que les Etats-Unis continuent la guerre contre la Russie en Ukraine. Mais le gouvernement actuel des Etats-Unis ne le veut plus. Ils crient alors que le président Trump reprend les mêmes arguments que Poutine, qu'il a versé dans son camp», bref que les Etats-Unis les ont «trahis».

### LES ETATS-UNIS ONT-ILS TRAHI L'EUROPE ?

Les dirigeants occidentaux dénoncent l'existence d'un «déséquilibre» en faveur de la Russie dans la position des Américains. Cependant, si l'on s'en tient aux faits, la vérité est tout autre. Les Etats-Unis avaient pris le parti du régime ukrainien et de l'Europe occidentale contre la Russie. C'est alors que leur position était donc déséquilibrée. Ce n'est qu'aujourd'hui, en fait, qu'ils adoptent une position d'équilibre, en laissant entendre qu'ils ne veulent plus intervenir en faveur du pouvoir ukrainien. C'est d'ailleurs indispensable au rôle de médiateur qu'ils veulent jouer. Et si les dirigeants occidentaux craignent que le régime ukrainien s'écroule, faute de soutien américain, c'est bien là la preuve que sans les Etats-Unis, l'Ukraine ne peut rien faire. Les Russes avaient donc raison de dire que les Etats-Unis et leurs alliés européens leur faisaient la guerre par l'Ukraine interposée.

Cela donne à réfléchir sur la réalité de la mobilisation du peuple ukrainien. Un peuple unanime est invincible. Les guerres de libération, Vietnam, Algérie, Cuba, Afghanistan, ont été là pour le prouver.

En outre, dans le cas de l'Ukraine, il ne s'agit pas seulement d'une aide militaire américaine et occidentale massive, jamais vue. L'Ukraine a été et continue d'être portée à bout de bras financièrement par les Etats Unis et les autres pays occidentaux. Le pays est l'undes pays les plus pauvres d'Europe. Il a un PIB de 2159,95 dollars /habitant(1) à rapprocher de pays voisins, comparables, comme la Pologne (22 000 dollars par habitant), la Hongrie (16000 dollars par habitant). La dette de l'Ukraine représentait environ 100% de son PIB en 2024. Son indépendance depuis trente ans a été suivie d'une catastrophe économique : développement du sous-développement, gaspillage, corruption, pouvoir des oligarques qui ont porté d'ailleurs Zelinsky, le héros d'une série télévisée, à la présidence dans une atmosphère kafkaïenne, émigration massive, démographie en chute libre, etc. Bref tous les stigmates d'une crise profonde qui la fragilisait et pouvait la rendre vulnérable à toutes les manipulations.

Avec leur aide financière, les pays occidentaux l'ont littéralement entretenue, voire circonvenue. Voilà ce qu'est devenue ce qui était la perle de l'URSS.

### LE DÉNI DE RÉALITÉ

Autre argument des dirigeants occidentaux : ils accusent les négociateurs américains de faire des concessions territoriales à la Russie aux dépens de l'Ukraine. Ces négociateurs en fait n'en font aucune pour la bonne raison que c'est une situation de fait, une résultante des combats, et que ce sont les

Ukrainiens qui ont abandonné aux Russes, dans le feu de la guerre, 18 à 20% des territoires contestés. D'ailleurs la situation se détériore sans cesse, les Russes continuant d'avancer, comme cela n'a pu échapper aux Etats-Unis avec tous leurs moyens d'observation et leur présence directe dans le pouvoir et l'armée ukrainienne. Cette armée, sans l'appui américain, ne peut donc que s'effondrer.

Les Européens et les dirigeants ukrainiens ne veulent pas reconnaître cette réalité. Ils s'acharnent et s'empêtrent dans leurs contradictions. Le président français en particulier bouge dans tous les sens, trépigne. Il prend des initiatives, il fait des réunions européennes, il convoque des réunions d'états-majors français, européens, avec même le Canada et l'Australie mais sans les Etats-Unis, qui sont oubliées aussitôt ou qui n'ont pas lieu.

Au lieu pour les dirigeants européens de dire simplement la vérité à leurs peuples, comme finalement le fait le président Trump au sujet de cette guerre, ils disent, que l'aide n'a pas été suffisante. Eux et les dirigeants ukrainiens demandent encore et encore du temps et de l'argent, arguments classique d'un déni de la réalité. Faudra-t-il une défaite totale pour négocier ? C'est apparemment ce que veut éviter Trump qui semble au fond plus sage que les va-t-en-guerre.

### LA QUESTION DU CESSEZ-LE-FEU

Une autre contradiction porte sur la question du cessez-le-feu. On se souvient que le refus par le président Zelinsky du cessez-le-feu proposé par le président Trump avait été à l'origine de l'altercation devenue fameuse entre les deux présidents dans le bureau ovale. Le président Trump lui avait alors reproché vivement, je cite de mémoire, de ne pas voir la réalité, de ne pas réaliser qu'il n'avait «pas les cartes en mains», qu'il détruisait son propre pays, qu'il «jouait avec une troisième guerre mondiale» et que lui, lui offrait, au contraire une chance de sortir de cette impasse.

Puis les dirigeants européens et Zelinsky, après s'être un temps opposés à la proposition de cessez-le-feu, se sont mis tout à coup à le réclamer «immédiat et total». Alors pourquoi reprocher à Trump de vouloir céder à la Russie des territoires puisque par définition le cessez-le-feu consacre la perte de ces territoires en figeant les lignes de combat actuelles. Les dirigeants européens se sont aperçus probablement que c'était le moyen de sauver une armée ukrainienne à bout. La ligne officielle concertée, ukrainienne et européenne, est donc de réclamer désormais d'abord un cessez-le-feu sur-le-champ pour arrêter l'armée russe et ensuite de commencer des conversations de paix sans cette pression russe. Leurs reproches, faits à Trump, ne tenaient pas donc la route, sauf si on comprend que derrière tout cela il y avait leur espoir, que les Etats-Unis poursuivent à leurs côtés la guerre contre la Russie.

Ils n'ont, d'évidence, pas renoncé à cet objectif. Leur calcul est, en même temps, de façon contradictoire mais on devine pourquoi, que Poutine refuse les propositions américaines, continue la guerre, déçoive ainsi le désir impatient de Trump d'en finir, et qu'on se retrouve à la case départ, comme au «bon vieux temps» de Biden. Ils veulent donner à Trump la preuve que c'est la Russie et pas eux qui veut la guerre. Ils veulent lui «ouvrir les yeux» comme ils le disent avec un reste de tendresse nostalgique.

Dès qu'il leur semble que Trump s'attaque à Poutine, leur cœur alors tressaille. Ils reprennent espoir. Ils ne désespèrent pas de faire revenir le père à la maison, à la raison, après ses incartades. Ils veulent se persuader qu'il ne s'agit que d'un égarement.

Dans ce jeu-là, le président Macron est le plus doué. Il ne rate pas une occasion de vouloir toucher Trump, le rencontrer, le convaincre. Un dernier exemple vient d'être donné à Rome, à l'occasion des funérailles du Pape. Le président Macron a dû suivre le président Trump à la trace puisqu'il était, comme par enchantement, là, lorsque celui-ci a croisé Ze-



linsky. Mais Trump n'a demandé que deux choses dans cette grande salle de la basilique Saint Pierre, une pour lui et l'autre pour Zelinsky, malgré une posture ostensiblement d'attente du président français, qui trahissait d'évidence son désir intense d'être invité à l'entretien.

### PSYCHODRAME HISTORIQUE

Un détail, peut-être, mais combien significatif de ce psychodrame historique qui rebondit sans cesse. Il exprime à merveille les contradictions actuelles de l'Europe occidentale par rapport à l'Amérique actuelle, dans une relation à la fois d'attraction, de soumission et de déception amoureuse, comme les orages d'un divorce annoncé.

On se demande parfois ce qui l'emporte chez les Européens dirigeants, le déni ou la propagande. Cet entretien de Rome entre les présidents Trump et Zelenskiy le montre. La propagande a voulu lui donner l'allure d'un événement historique. L'entretien a été monté en épingle. A son propos, tous les superlatifs ont été utilisés : «photo extraordinaire, symbole, et même «intervention du Saint Esprit» !», et tout cela pour quinze minutes rapides de conversation, même pas en tête à tête. Il a été dit que Trump voulait ainsi réparer son erreur d'avoir humilié Zelenski, car elle lui avait fait perdre des millions de voix de citoyens américains, comme l'a prétendu avec aplomb un chanteur aussi connu que borné de la propagande médiatique française. C'était oublié que c'est Zelinsky qui avait exprimé, bien auparavant, son projet d'aller à Rome pour créer l'occasion d'y rencontrer Trump. Sur la photo, il semblait frémir d'émotion de ne pas être cette fois-ci réprimandé par le grand protecteur. D'ailleurs, en témoignent les remerciements appuyés que cette fois-ci Zelenski n'a pas oublié d'exprimer dans son message au président Trump. C'est dire l'emprise des Etats-Unis dans la représentation des dirigeants européens et à fortiori de ceux de l'Ukraine actuels, entièrement adorateurs des Etats-Unis dès le départ. L'humiliation de Zelinsky dans le bureau ovale a eu effectivement une portée symbolique mais dans le sens où les dirigeants de l'Europe occidentale l'ont ressenti, comme si elle était adressée à eux-mêmes. Il n'y avait qu'à voir comment, après, immédiatement, ils s'étaient rencontrés à Londres pour consoler Zelinsky et le traiter

en héros, d'avoir «affronté courageusement Trump». Où l'Histoire quotidienne se transforme en feuilleton. Pauvre Ukraine, manipulée ainsi par des élites dirigeantes occidentales qui la poussent sans cesse à la confrontation, sans souci pour son sang versé.

Tous ces épisodes sont significatifs du désarroi actuel de l'Europe ainsi que du climat dans lequel l'Histoire se fraye en ce moment un chemin. On ne cesse d'être étonné par cette tendance actuelle de l'Occident européen et de ses dirigeants, à ramener la politique à des relations entre personnalités, et à montrer ainsi les limites de leur culture historique, ignorant apparemment que l'Histoire évolue sous l'action de forces bien plus profondes. Dans ce cas de figure, s'il y a bien une réalité qui commence à apparaître, c'est que le président Trump s'est retiré de la guerre en Ukraine, comme il avait commencé à le faire pour l'Afghanistan, car qu'il n'avait pas d'autre option.

### DU CONFLIT EN UKRAINE AUX DROITS DE DOUANE

Autre contradiction, autre conflit entre les Etats-Unis et l'Europe, c'est celui économique et commercial, qui s'est développé autour des droits de douane rédhitoires décidés par la nouvelle administration américaine. Elle a révélé la prise de pouvoir à Washington d'un courant nationaliste, sur le plan économique comme sur le plan politique, en opposition au libéralisme économique et politique prédominant en Europe.

La combinaison de ces deux oppositions, sur le plan économique, et autour du conflit en Ukraine, a mis bien à mal la solidarité occidentale. Toutes les contradictions qui viennent d'être décrites, nous amènent à poser la question qui sous-tend toute cette réflexion : Y a-t-il un conflit de nature nouvelle à l'intérieur de l'Occident qui permettrait de comprendre cette atmosphère orageuse qui y règne, entre les alliés de toujours, les Etats-Unis et l'Europe occidentale ? Y a-t-il un clivage, une différenciation, une fracture qui s'est opérée et quelle est sa nature ? On lui donnera, dans le prochain article, le nom de «schisme». On verra pourquoi.

A suivre «Le schisme occidental - 2<sup>ème</sup> partie : un événement sans précédent.»

Note

1- <https://fr.tradingeconomics.com/ukraine/gdp-per-capita>



# Le commerce chinois déferle sur l'Europe

Un déséquilibre commercial se creuse à l'échelle mondiale. Les excédents commerciaux chinois préoccupent. à la fois par leur importance et surtout par leur croissance rapide.

Par Abdelhak Benelhadj

Jusque-là tout se passait comme si les Chinois, avec leurs excédents, acquerraient des bons du trésor américain pour permettre aux Américains de continuer à leur acheter leurs produits. Le retard technologique pris par la Chine est compensé par un avantage comparatif occidental : la compétitivité-prix des uns est pondérée par la compétitivité-qualité des autres.

Au cours des années soixante-dix, ce rôle était tenu par le Japon et l'Allemagne qui avaient posé aux Etats-Unis un problème similaire. Deux crises pétrolières (1973, 1979) ont servi à étouffer une concurrence qui menaçait le commerce et la prospérité américaine.

## INTELLIGENCE COMMERCIALE CHINOISE

Les Chinois accèdent directement aux consommateurs occidentaux en contournant leurs réseaux de distribution ce qui leur permet de conserver une part plus élevée de la valeur ajoutée générée en Chine, jusque-là capitalisée par les intermédiaires européens et américains. La Chine a développé une stratégie globale destinée au contrôle de l'ensemble des chaînes de valeur : de la production de matières premières au bas de filières en passant par le financement et le transport. Deux aspects cumulés ont alerté ses partenaires occidentaux :

- D'une part, la maîtrise de domaines technologiques entiers jusque-là monopoles euro-américains au point de les dépasser. Le cas récent de DeepSeek en IA illustre cet aspect.<sup>(1)</sup>  
- D'autre part, la conquête économique, diplomatique, géopolitique des marchés périphériques.

## PETITS COLIS, GRANDS PROBLÈMES

Exemple symptomatique, les importations françaises et européennes par petits colis qui bénéficient exonérés de taxe douanière depuis 2010 dans la limite d'une valeur de 150 euros. Quelque 4,6 milliards d'envois d'une valeur inférieure à 150 euros sont entrés sur le marché européen en 2024, soit plus de 145 chaque seconde. Sur ce total, 91% provenaient de Chine. Soit 2 fois plus qu'en 2023 et 3 fois plus qu'en 2022. (AFP, mardi 29 avril 2025)

Des centaines de gros porteurs venus d'Asie (600, selon le député François Ruffin) atterrissent chaque nuit, chargés de produits destinés aux consommateurs européens. Pour la seule France, 800 millions de colis (sur un total de 1,5 milliard de colis).

1 colis sur 5 distribué par la poste provient de Shein et Temu (moins de 5% il y a 5 ans) Valeur des dépenses françaises liées à ce commerce : 4.8 Md• sur les sites Shein et Temu.

Si on y ajoute Amazon, cela représente un quart des ventes de mode en ligne en France. Explication :

- Articles de qualité modeste à très petits prix.  
- Très grande variété de référence (7 000 nouveaux articles chaque jour)  
- Marketing agressif, adapté de manière réactive et continue aux nouveaux comportements des consommateurs occidentaux en passant par les réseaux sociaux qui favorisent les achats compulsifs.

- Consommateurs à revenus et à pouvoirs d'achat érodé par une politique de l'offre qui n'a jamais « ruisselée » et qui favorise le capital, peu le travail et les consommateurs (ménages de plus en plus nombreux qui



croulent sous le surendettement)

La Chine est devenue le premier vendeur de vêtement en France. 23 millions de Français ont acheté chinois.

Conséquences : seulement 3% des bijoux et des vêtements achetés en France sont produits sur place. Les Européens craignent que la forte élévation des droits de douanes américaines sur les pays asiatiques, comme la Chine, le Vietnam... va générer du surstockage de produits en quête de nouveaux débouchés solvables. L'Europe s'attend à une arrivée massive de marchandises asiatiques.

## POUR CONTRER CETTE VAGUE PLUSIEURS RÉPONSES SONT ESQUISSÉES

- 1.- Le gouvernement français propose de mettre un terme à l'exonération douanière dont bénéficie ce commerce dès 2026, anticipant une réforme européenne d'Union douanière prévue en 2028.<sup>2</sup> Ces produits ne paient pas de TVA, ce qui représente une sévère concurrence pour les distributeurs européens et un manque à gagner pour les budgets publics.
- 2.- Augmenter le contrôle sur la qualité des produits.
- 3.- Appel au « nationalisme » consumériste des Français.
- 4.- Sensibiliser les consommateurs aux conditions sociales, environnementales, politiques... Les médias européens sont mobilisés pour attirer l'attention sur les « traitement infligés aux Ouïghours », (« travail forcé » des populations musulmanes) en Chine.

Les Ouïghours que personne ne connaît et ne cherche à connaître. Une ironie charitable pour des musulmans chinois alors que souffle de plus en plus fort un vent islamophobe sur l'Europe.

5.- Le dénigrement des produits chinois. Illustration : « La fast fashion », c'est de la « dirty fashion » (la mode « sale »). Un article sur deux ne correspond pas à la description, à la photo, c'est une loterie. Ce n'est pas du prêt à porter, c'est du prêt à jeter »

C'est en ces termes qu'un téléspectateur de Loches (Indre-et-Loire) bien sélectionné (sur LCI) pour dire aux consommateurs français le bon choix.

Argument : Les produits français sont plus chers, mais dureront nettement plus long-

temps. La fable habituelle : la qualité occidentale contre la quantité éphémère des pays-usines.

6.- Déshumanisation et destruction du commerce de proximité. Ainsi est dénoncée la multiplication d'armoires métalliques par Mondial Relay où sont placés les produits ainsi directement mis à la disposition de leurs destinataires. Résultat : 3 500 points de collecte sur 11 000 vont être supprimés par Mondial Relay et remplacés par des armoires placées dans des supermarchés ou loin des centres urbains.

Le message : acheter européen car moins de ventes françaises, c'est moins d'activités et moins d'emplois.

Le nationalisme des citoyens n'a aucun impact sur leur comportement économique. Ni sur les producteurs, ni sur les consommateurs.

D'autant moins que la légitimité des autorités politiques est gravement entamée.

La théorie économique libérale ignore délibérément cette dimension. Rien ne doit entraver la libre concurrence. Ni le politique, ni le religieux, ni la couleur de la peau... Le marché met en en compétition des acteurs structurellement antagonistes. Les uns pour défendre leur pouvoir d'achat, les autres pour augmenter leurs profits. La créativité et innovation sont à ce prix.

Principes fondateurs que les occidentaux sont en train de trahir. Les ont-ils honnêtement respectés un jour ? Leur credo : « Nous voulons bien jouer le jeu, à condition que nous gagnions à tous les coups »

## ATTENTION CEPENDANT AUX EFFETS BOOMERANG

La Chine ne manque pas de moyens de rétorsion. Par exemple, des droits répercutés sur les exportations européennes : le cognac ou le porc.

Le modèle qui a fonctionné pendant des décennies est en voie d'extinction :

- d'un côté, une économie bas-de-gamme, à faibles à coûts sociaux, salariaux, environnementaux... une main d'œuvre corvéable à merci, une réglementation très accommodante... au besoin la protection de dictatures armées

Avec en arrière-plan une OMC rénovée qui plonge ses racines dans un « consensus de

Washington » reaganien ultraconservateur mis en œuvre sous le regard sourcilieux du FMI et de la Banque Mondiale.

- De l'autre, une économie qui produits des biens à très haute valeur ajoutée qui permet de distribuer des revenus élevés aux hautes compétences et au capital. Une désindustrialisation planifiée pour réduire les coûts, désyndiquer les travailleurs, domestiquer les récalcitrants, déréglementer les pactes collectifs, privatiser à tour de bras, encourager les petites entreprises et démanteler les grandes, financiariser l'économie, favoriser le contrat au détriment de la loi, le profit contre le salaire, l'individuel contre le collectif, la capitalisation contre la répartition...

Entre les deux, une machinerie occidentale monopolistique bien huilée et bien maîtrisée (brevets, transports, finances...) qui va de la production à la consommation.

Dans ce modèle, personne ne s'était plaint du « capitalisme de la transpiration ». Pour en avoir une idée, il serait bon de faire un tour au Bangladesh et visiter les usines textiles qui ont fait la fortune de nombreuses maisons qui ont pignon sur rue dans les grandes avenues européennes. Personne ne s'interroge sur l'origine des produits et sur les conditions de leur production. La Chine a cassé ce modèle et nous nous retrouvons avec des produits à haute valeur ajoutée pas chers. Et aussi des usines à intensité capitaliste élevée, des ateliers flexibles robotisés qui fabriquent des produits à la portée de toutes les bourses.

Le problème est que les pays occidentaux accumulent un retard qui devient de plus en plus irrattrapable.

## Notes

1- Lire. Abdelhak Benelhadj : « DeepSeek et la guerre sino-américaine ».

Le Quotidien d'Oran, 30 janvier 2025)

2- En attendant, pour limiter cet afflux, le gouvernement français propose de faire payer des «frais de gestion»sur chaque petit colis entrant en Europe.Cette annonce a été saluée par la Fédération du commerce en ligne et de la vente à distance (Fevad). « ...Au-delà des intentions et des mots, nous avons besoin d'actions rapides et concrètes » et « il faut que les avantages injustifiés dont bénéficient les sites asiatiques soient supprimés en urgence et que l'Europe s'attaque à la stratégie de dumping que nous subissons ». (AFP, mardi 29 avril 2025).



## Algérie : transformer l'énergie en civilisation industrielle

# L'OPEP à l'épreuve de ses contradictions, un géant affaibli face à un marché en mutation

Par Salah Lakoues

Depuis plusieurs années, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) est confrontée à un paradoxe grandissant : elle conserve théoriquement une influence sur les marchés mondiaux du pétrole, mais dans la pratique, son pouvoir s'effrite. Les alertes lancées récemment par l'expert algérien Nordine Aït-Laoussine, notamment autour de la perspective d'un baril à 60 dollars, invitent à poser une question plus profonde : l'OPEP est-elle encore un acteur capable de stabiliser le marché mondial ?

### Une discipline illusoire

La force historique de l'OPEP reposait sur sa capacité à réguler l'offre pour influencer les prix. Cette époque semble révolue.

La naissance de l'OPEP+ (incluant la Russie et d'autres producteurs non membres) avait pour but de consolider cette capacité d'action.

En réalité, la discipline interne est de plus en plus fragile : certains pays, en difficulté économique (comme l'Irak, le Nigeria, la Russie), dépassent régulièrement leurs quotas de production.

La Russie, en particulier, a montré une capacité à contourner les accords et à vendre son pétrole à prix réduit en Asie, affaiblissant l'ensemble du dispositif.

### Un marché devenu incontrôlable

L'OPEP fait face à un environnement radicallement transformé :

Les États-Unis, devenus premier producteur mondial grâce au pétrole de schiste, ne participent pas aux limitations de production.

L'essor de nouveaux producteurs (Guyana, Brésil, Namibie) augmente l'offre disponible indépendamment des décisions de l'OPEP.

La transition énergétique, bien que lente, grignote progressivement la part du pétrole dans l'énergie mondiale.

Le résultat : la capacité de l'OPEP à fixer un « plancher » de prix s'érode. Sa stratégie de limitation de production semble souvent contre-productive : réduire sa propre production tout en perdant des parts de marché.

### Une gouvernance inadaptée

L'OPEP souffre aussi de problèmes structurels internes :

Les décisions sont souvent politiquement motivées plutôt qu'économiquement rationnelles.

Il existe une méfiance croissante entre les membres, notamment entre l'Arabie Saoudite et plusieurs pays africains.

Les cycles de réunions, qui parfois se terminent sans consensus, donnent l'image d'une organisation divisée et lente face à un marché de plus en plus réactif. Ainsi, au lieu d'être un acteur stabilisateur, l'OPEP est devenue un facteur d'incertitude supplémentaire.

### Les erreurs stratégiques face aux États-Unis

L'émergence du pétrole de schiste américain aurait dû inciter l'OPEP à : adopter une stratégie de prix bas pour étouffer la rentabilité du pétrole non conventionnel américain,

Ou bien négocier une coopération sectorielle plus large.

Au lieu de cela, l'OPEP a longtemps sous-estimé la résilience technologique des producteurs américains. Résultat : le schiste est devenu structurellement rentable dès 50 à 60 dollars le baril pour beaucoup d'opérateurs.

Aujourd'hui, les producteurs américains dictent le tempo du marché beaucoup plus que ne le fait l'OPEP.

### Quel avenir pour l'OPEP ?

À terme, trois scénarios se dessinent : continuer à réduire la production, au prix de lourdes pertes de revenus et de parts de marché,

tenter une réforme interne, vers un modèle plus flexible et transparent, se marginaliser progressivement au profit d'un marché libre dominé par de nouveaux acteurs et l'Asie.

Pour les pays dépendants du pétrole - Algérie, Nigeria, Angola notamment - cette réalité impose une réforme économique en urgence, car ils ne peuvent plus compter sur l'OPEP pour garantir des prix élevés.

L'interview de Nordine Aït-Laoussine sonne comme une alerte sérieuse. L'idée que le baril

puisse tomber durablement à 60 dollars n'est pas catastrophiste : c'est une anticipation lucide dans un monde où l'OPEP n'est plus un maître du jeu, mais un joueur parmi d'autres.

Pour l'Algérie, comme pour bien d'autres producteurs, la véritable urgence n'est pas de négocier des quotas, mais de réinventer un modèle économique post-pétrolier. Le temps presse.

## AVEC VOLONTÉ, DISCIPLINE ET PATRIOTISME ÉCONOMIQUE, L'ALGÉRIE DE 2035 SERA INDUSTRIELLE, FORTE ET RESPECTÉE

### Algérie : Transformer l'énergie en civilisation industrielle »

« Ce n'est pas le pétrole brut qui fait la richesse d'une nation, c'est ce que l'on en fait ». Pourquoi l'Algérie doit transformer son pétrole en produits pétrochimiques ? Actuellement, l'Algérie exporte surtout du pétrole brut.

Cela expose le pays : à la volatilité extrême des cours mondiaux, à une faible valeur ajoutée, à une perte de contrôle sur l'évolution de son économie.

Exporter du brut, c'est dépendre des autres pour la transformation et la fixation des prix des produits finis (plastiques, engrais, solvants, textiles techniques, etc.). Multiplier la valeur ajoutée

La pétrochimie permet de : transformer un baril de pétrole en produits à haute valeur ajoutée (ex. : polymères, engrais, solvants, caoutchoucs synthétiques), vendre à des prix très supérieurs au brut, créer de nombreux emplois qualifiés dans l'industrie, dynamiser d'autres secteurs industriels (textile, automobile, construction, électronique).

Exemple : 1 tonne de pétrole brut vaut environ 400-500 \$.

Transformée en produits pétrochimiques, cette même tonne peut générer jusqu'à 2.000 - 3.000 \$.

### Répondre à la transition énergétique

Même avec la baisse annoncée de la consommation mondiale de pétrole pour l'énergie, la demande en produits chimiques ne baisse pas :

le plastique, les composites, les matériaux d'emballage, les engrais seront encore massivement utilisés dans les prochaines décennies, la pétrochimie est donc moins vulnérable que le marché du carburant. Se positionner sur la pétrochimie, c'est sécuriser une place dans l'économie mondiale de demain.

Déjà des exemples réussis Des pays ont déjà anticipé cette mutation : Arabie Saoudite : lancement du géant SABIC (Saudi Basic Industries Corporation) dans la pétrochimie.

Qatar : investissements massifs dans les plastiques et engrais azotés. Émirats arabes unis : diversification industrielle autour du pétrole transformé.

### L'Algérie doit suivre cet exemple :

Elle possède : les ressources (brut et gaz naturel abondant), Une position géographique stratégique (proximité Europe et Afrique), Une expérience industrielle (Sonatrach, NAFTAL, Asmidal, Fertil).

### Comment procéder concrètement ?

Voici les étapes clés : investir massivement dans des complexes pétrochimiques modernes, nouer des partenariats stratégiques avec des leaders mondiaux de la chimie (par ex. : BASF, TotalEnergies, SABIC), former une nouvelle génération d'ingénieurs et de techniciens spécialisés, créer des zones industrielles dédiées à l'aval pétrolier et gazier (raffinage, chimie, plasturgie), soutenir les PME qui utiliseront les produits pétrochimiques locaux (textile technique, emballage, composants industriels).

Le pétrole doit devenir un levier de transformation industrielle pour l'Algérie. Pas un piège de rente.

La pétrochimie est la seule voie sérieuse pour : protéger l'Algérie des chocs pétroliers, créer des richesses durables, diversifier son économie, faire émerger une industrie nationale moderne et compétitive.

### Stratégie nationale pour la transformation du pétrole en industrie pétrochimique

Projet Algérie 2035

Dépendance excessive aux revenus du brut (près de 90% des recettes d'exportation). Vulnérabilité aux chocs des prix mondiaux du pétrole.

Faible industrialisation de la filière pétrolière et gazière.

Le modèle actuel est insoutenable à long terme et freine la souveraineté économique du pays.

### Vision 2035

Faire de l'Algérie un leader régional de la pétrochimie, avec :

une filière pétrochimique intégrée et compétitive, des produits transformés exportés en Afrique, en Europe et en Asie, la création d'emplois qualifiés pour la jeunesse algérienne,

La diversification du tissu industriel national.

Objectifs opérationnels

Transformer au moins 50% du pétrole produit localement d'ici 2035. Doubler la capacité de raffinage nationale.

Créer cinq grands pôles industriels pétrochimiques :

Skikda, Arzew, Hassi Messaoud, Béjaïa-Jijel, Beni-Saf, sud-ouest (Adrar-Timimoun). Former 20.000 ingénieurs et techniciens spécialisés dans la chimie et l'industrie lourde. Créer 150.000 emplois industriels directs et indirects.

### Plan d'action

Modernisation des infrastructures existantes Extension et modernisation des raffineries de Skikda et d'Arzew.

Réhabilitation des complexes chimiques (ex. : Asmidal, Fertil).

Création de nouveaux complexes pétrochimiques

Construction de méga-complexes pétrochimiques (production d'éthylène, propylène, méthanol, engrais, plastiques techniques).

Appels d'offres internationaux ciblés pour sélectionner des partenaires technologiques.

Partenariats stratégiques internationaux

Signature d'accords de joint-venture avec : BASF (Allemagne)

SABIC (Arabie Saoudite)

TotalEnergies (France)

Sinopec (Chine)

Accès aux technologies de pointe et marchés internationaux.

Développement du tissu industriel aval

Zones industrielles dédiées à :

plasturgie, textile technique, agrochimie

construction automobile

Soutien aux PME/PMI algériennes pour utiliser les produits pétrochimiques locaux.

### Formation et Ressources Humaines

Création d'un Institut national supérieur de chimie et pétrochimie (INSPC). Partenariats entre universités, Sonatrach et grandes écoles étrangères. Programmes de bourses et stages internationaux pour former les élites techniques.

### Financement

Fonds national souverain dédié à la pétrochimie : 20 milliards de dollars sur 10 ans. Accords de financement avec des partenaires étrangers en BOT (Build-Operate-Transfer). Appui éventuel de la Banque africaine de développement, de la BAD, et de fonds climatiques internationaux.

### Gouvernance

Création d'une Haute autorité de l'industrie pétrochimique (HAIP).

Structure autonome, rattachée directement au Premier ministre ou au Président. Objectifs clairs, évaluation annuelle et pilotage par des experts reconnus.

### Communication et diplomatie économique

Lancer une « Marque Algérie Pétrochimie » à l'international.

Participer aux grands salons mondiaux (K Fair Düsseldorf, Arabplast Dubaï). Campagne active pour promouvoir les investissements en Algérie.

Notre pétrole ne doit plus être un simple produit d'exportation brut. Il doit devenir la source d'une révolution industrielle nationale.

En nouant des partenariats stratégiques avec des géants mondiaux tels que BASF, SABIC et Sinopec.

Modèle BOT (Build, Operate, Transfer) pour les infrastructures.

Appels d'offres transparents pour garantir l'efficacité.

### Bénéfices économiques, sociaux et géopolitiques

Économie diversifiée et résiliente. Revenus multipliés par 3 ou 4 par tonne de pétrole utilisée.

Création d'une classe moyenne industrielle.

Amélioration de notre balance commerciale.

Poids accru de l'Algérie dans l'économie africaine et méditerranéenne.

### Gouvernance et pilotage

Haute autorité pétrochimique indépendante rattachée à la Présidence. Tableau de bord annuel avec des indicateurs publics de performance. Comité consultatif associant universitaires, industriels, ingénieurs.

La renaissance industrielle de l'Algérie

Nous sommes à un moment décisif de notre histoire économique.

## LES OBJECTIFS À LONG TERME DES PROJETS PÉTROCHIMIQUES EN ALGÉRIE SONT MULTIPLES :

Réduire la dépendance aux importations de produits pétrochimiques en valorisant localement les hydrocarbures, afin de satisfaire la demande nationale et diminuer la facture d'importation.

Développer une industrie pétrochimique intégrée et compétitive capable de produire des produits à forte valeur ajoutée, contribuant à la diversification économique et à la réindustrialisation du pays.

Augmenter les exportations de produits pétrochimiques pour renforcer la position de l'Algérie sur les marchés internationaux, notamment en Europe, et assurer des revenus stables à long terme.

Assurer la sécurité énergétique nationale en garantissant un approvisionnement stable en produits pétrochimiques et en carburants, tout en optimisant les capacités de raffinage et de liquéfaction du gaz naturel.

Créer de l'emploi et développer le tissu industriel local, notamment par la création de PME/PMI dans le secteur aval, favorisant ainsi la croissance économique. Adopter des normes environnementales strictes pour une production optimisée et durable, limitant les impacts industriels.

Positionner Sonatrach parmi les leaders mondiaux du secteur énergétique avec une stratégie SH 2030 visant à améliorer les performances et la compétitivité globale. Ces projets visent à transformer l'économie algérienne en valorisant ses ressources naturelles, sécuriser son approvisionnement énergétique, développer son industrie locale, et renforcer sa présence sur la scène internationale.

Transformer notre pétrole, c'est se libérer de la dépendance, offrir un avenir à notre jeunesse, et affirmer notre souveraineté économique.

### La pétrochimie : levier stratégique pour un développement industriel souverain

Dans un contexte mondial marqué par la volatilité des prix du pétrole et la nécessité de diversification économique, la pétrochimie s'impose comme un secteur stratégique, particulièrement pour les pays exportateurs d'hydrocarbures. Elle représente bien plus qu'une activité industrielle : c'est un levier de souveraineté, de création de valeur ajoutée et d'intégration économique.

### Un secteur à forte valeur ajoutée

La pétrochimie transforme les dérivés du pétrole et du gaz naturel (naphta, éthane, propane, etc.) en produits intermédiaires essentiels à une multitude d'industries : plasturgie, automobile, textile, électronique, cosmétique, agriculture (engrais), etc. À titre d'exemple, un baril de pétrole brut vendu à 80 dollars peut générer, après transformation pétrochimique, des produits finis valant jusqu'à 1.000 dollars. Cette chaîne de valeur permet de multiplier les revenus tout en réduisant la dépendance aux cours mondiaux du brut.

### Création d'emplois et développement des filières locales

Le développement d'un pôle pétrochimique génère des milliers d'emplois directs et indirects : ingénierie, maintenance, logistique, recherche, formation, sous-traitance industrielle. Il stimule également la naissance de PME dans les filières aval (emballages, pièces plastiques, fibres synthétiques, etc.), participant ainsi à la structuration d'un tissu industriel national solide.

Suite en page 10



IA, architecture et paresse créative

# L'urgence d'une prise de conscience en Algérie

Par Toufik Hedna \*

L'Intelligence artificielle entre progressivement dans tous les secteurs d'activité, y compris l'architecture. Présentée comme une avancée inévitable, elle suscite en Algérie un engouement rapide, presque irréfléchi. Dans cette effervescence, une confusion profonde persiste : la numérisation est souvent confondue avec l'IA, comme si la simple reproduction d'un plan et la capacité de concevoir un projet relevaient du même processus.

Or, les enjeux sont radicalement différents. La numérisation a prolongé le geste de l'architecte ; l'Intelligence artificielle prétend penser à sa place. Ce glissement, loin d'être anodin, trouve en Algérie un terrain d'autant plus vulnérable que la pratique architecturale s'est installée, depuis des décennies, dans une forme de paresse créative : beaucoup d'architectes se limitent à copier des modèles sans lien avec la culture, les attentes sociales ou les besoins réels, encouragés par la généralisation de la CAO\* et la recherche effrénée de rentabilité. L'outil numérique, au lieu de prolonger le geste créatif, est devenu un substitut. L'arrivée de l'IA risque d'aggraver encore cette dérive.

Aujourd'hui, avec l'IA, le risque devient structurel : ce n'est plus seulement l'outil qui évolue, c'est l'architecte lui-même qui pourrait se déposséder de son rôle. Dans un pays où la réflexion sur la création architecturale a souvent cédé le pas à l'urgence économique, l'absence de recul face aux mutations technologiques pourrait conduire à un effacement durable de la pensée architecturale. Comment éviter que l'outil ne devienne le maître, et que l'architecture ne perde son âme ?

## LA NUMÉRISATION : UN OUTIL AU SERVICE DU GESTE CRÉATIF

Avant de comprendre ce que change réellement l'Intelligence artificielle, il faut rappeler ce que la numérisation a apporté au métier d'architecte.

La numérisation consiste simplement à convertir des documents physiques -dessins, plans, maquettes- en fichiers numériques. Ce passage du support matériel au support digital a permis de mieux conserver les œuvres, d'en faciliter l'accès, d'améliorer leur transmission. La numérisation ne remplace pas le geste créatif : elle l'accompagne, elle le prolonge. L'architecte conçoit, la machine enregistre. Longtemps, cette évolution a représenté une avancée majeure. En Algérie comme ailleurs, elle a contribué à fluidifier les démarches techniques et à protéger le patrimoine bâti contre la dégradation du temps. Pourtant, cette modernisation reste partielle. Les services techniques municipaux, par exemple, croulent encore sous des montagnes de plans tirés à la main, ralentissant la gestion administrative. La numérisation des archives de construction, encore trop timide, serait pourtant une avancée réelle et urgente.

L'expérience de pays plus avancés est parlante. Lors du dépôt d'un permis de construire dans la principauté de Monaco, il m'a été demandé non seulement les plans réglementaires, mais aussi une maquette numérique du projet, réalisée sous Lumion\*\*. Cette exigence, loin d'être un simple effet de mode, permettait d'intégrer visuellement le projet dans son environnement immédiat et d'évaluer son impact urbain avant même sa réalisation.

À l'inverse, en Algérie, aucune collectivité n'impose la numérisation des éléments du permis de construire, malgré une jeune génération entièrement équipée en ordinateurs et logiciels de CAO.

Une telle approche protège l'harmonie architecturale, renforce la cohérence du tissu ur-



bain et allège la lourdeur bureaucratique. Utilisée intelligemment, la numérisation ne menace donc pas l'architecture. Elle reste un outil précieux, au service de la main et de l'esprit. Elle ne génère rien, n'invente rien : elle prolonge. C'est précisément ce qui la distingue de l'Intelligence artificielle, dont l'ambition est toute autre.

## L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE : DE L'OUTIL AU MAÎTRE DU PROJET ?

Avec l'Intelligence artificielle, l'architecture entre dans une autre dimension. Contrairement à la numérisation, qui se contente de reproduire, l'IA revendique un rôle actif dans le processus de création. Elle n'accompagne plus simplement l'architecte : elle génère des formes, propose des structures, optimise des implantations, en s'appuyant sur d'immenses bases de données nourries par des milliers de projets existants.

Cette évolution n'est pas neutre. Pour la première fois, l'outil prétend penser, suggérer, décider. L'architecte n'est plus seul maître de son projet : il dialogue avec une machine capable de proposer des réponses en fonction d'objectifs préprogrammés. Là où la main prolongeait l'esprit, l'algorithme tend à orienter, voire à remplacer, l'intention créatrice.

Si elle est maîtrisée, l'IA peut devenir un allié précieux. Elle peut aider à anticiper les contraintes techniques, à optimiser l'efficacité énergétique, à simuler différentes implantations urbaines. Mais mal utilisée, elle risque d'introduire une standardisation insidieuse : projets séduisants en apparence, mais vides de sens, sans ancrage, sans identité, détachés de toute réalité.

Le danger est réel, particulièrement en Algérie. Dans un contexte où l'usage des outils numériques reste souvent superficiel, où la réflexion sur la création architecturale s'est déjà affaiblie, l'IA pourrait devenir non pas un levier de progrès, mais un accélérateur de dévitalisation. À terme, l'architecte risque de céder à la tentation de la solution rapide : laisser l'algorithme décider, valider sans questionner, livrer sans penser. Il ne s'agit donc pas d'opposer progrès technologique et tradition artisanale. Il s'agit de comprendre que l'outil, aussi performant soit-il, doit rester au service de la pensée. La véritable création ne peut

naître que d'un regard humain, d'une intention singulière, d'une capacité à inscrire une œuvre dans son temps et son lieu.

## QUAND LA RENTABILITÉ EFFACE LA PENSÉE ARCHITECTURALE

La crise qui menace aujourd'hui la création architecturale ne vient pas seulement des outils numériques. Elle plonge ses racines dans une transformation plus profonde : l'obsession de la rentabilité immédiate.

Depuis plusieurs décennies, en Algérie, la logique du « construire vite, livrer vite, rentabiliser vite » a pris le pas sur la volonté de penser des œuvres durables. La conception architecturale s'est peu à peu réduite à une prestation technique standardisée, calibrée pour répondre à des besoins fonctionnels sans réelle ambition esthétique ou culturelle. Le projet n'est plus envisagé comme un geste créatif, mais comme un produit soumis aux impératifs économiques.

La généralisation de la CAO a accompagné cette évolution. En accélérant la production, elle a parfois encouragé une approche mécanique, où l'originalité est sacrifiée au profit de l'efficacité. L'arrivée de l'Intelligence artificielle risque d'aggraver encore ce phénomène. En proposant des solutions prêtes à l'emploi, séduisantes sur le plan formel mais déconnectées du contexte, l'IA peut pousser l'architecte à céder à la facilité : produire vite, livrer vite, oublier de penser. Dans ce modèle, l'architecture n'est plus un art de l'espace, de la lumière, de la matière, mais une réponse fonctionnelle sans âme, répétable à l'infini.

Le danger est d'autant plus grave pour l'Algérie que l'écosystème architectural, déjà fragilisé par l'abandon de la culture du projet, risque de basculer dans une dépendance totale aux standards mondialisés. Or, l'architecture est plus qu'une simple enveloppe bâtie. Elle exprime une vision du monde, elle façonne des usages, elle incarne une identité collective. En sacrifiant la création sur l'autel de la rentabilité, en abandonnant la maîtrise du projet aux algorithmes, c'est cette capacité de représentation, de transmission, d'ancrage territorial qui est menacée.

Si l'enseignement architectural continue de privilégier l'apprentissage des outils numériques au détriment du développement de l'es-

prit critique et de la pensée projet, l'IA prendra naturellement le contrôle du processus de création, transformant l'architecte en simple opérateur.

Ce n'est donc pas seulement l'esthétique des bâtiments qui est en jeu. C'est la mémoire urbaine, le rapport au temps, l'expression d'une culture, d'un mode de vie, qui risquent de disparaître dans une architecture uniforme, interchangeable, sans visage.

## «MALHEUR À QUI MANQUE D'IMAGINATION» (LE CORBUSIER)

L'architecture ne survit que par la pensée vivante. Outil ou technologie, rien ne remplace l'acte de créer, d'inscrire une œuvre dans un lieu et une histoire. La numérisation a prolongé la main de l'architecte sans jamais prétendre penser à sa place. Avec l'Intelligence artificielle, un seuil est franchi. L'outil propose, oriente, décide parfois. Dans une pratique algérienne déjà affaiblie, l'absence de recul critique expose à un risque majeur : réduire l'architecture à un produit sans âme. Le problème n'est pas l'innovation, mais l'abandon de l'exigence de création. Maîtrisée, l'IA enrichira l'architecte ; subie, elle le réduira à un simple exécutant, privé de vision. L'urgence n'est pas de confondre les outils, mais de restaurer l'essence du métier : la liberté de concevoir, de créer, d'imaginer face à la machine.

En Algérie, l'architecture ne se sauvera ni par la rapidité, ni par l'alignement sur des standards mondialisés. Elle renaîtra si elle ose renouer avec ce qui a toujours fait sa grandeur : la force d'une vision, la fidélité à une culture, l'indépendance d'esprit face aux outils.

\* CAO signifie Conception assistée par ordinateur. C'est l'ensemble des logiciels et techniques qui permettent à un architecte ou un ingénieur de dessiner, modéliser et mettre en plans un projet directement sur ordinateur, au lieu de le faire à la main sur une planche à dessin.

\*\* Lumion est un logiciel de visualisation architecturale en temps réel. Plus précisément, c'est un outil qui permet de créer des rendus 3D, des animations et des images réalistes à partir de modèles conçus sur d'autres logiciels de modélisation.

\*Architecte urbain - Conseiller  
Hedna International Consulting



La mort est présente sur nos routes à chaque virage

# On y perd la vie par fatalité. Par imprudence surtout !



Par Cherif Ali\*

**Ne pensez pas que parce qu'un accident ne vous est pas arrivé, cela ne peut pas arriver !**

Et le carnage continue dans une totale indifférence : un grave accident de la circulation, est survenu ce mardi dans la wilaya d'In Salah ; il a coûté la vie à 9 personnes et fait dix blessés dans un état préoccupant !

En sa qualité de premier responsable du secteur, le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Brahim Merad, avait signalé, lors de son passage devant le Conseil de la nation, 30.977 accidents de la route en 2022 ayant fait 3.409 morts et plus de 30.977 blessés les imputant au « facteur humain à l'origine de 96,96% des accidents corporels, suivi par l'implication des chauffeurs des transports en commun qui a également vu une hausse, alors que l'implication des conducteurs de motocycles a connu une baisse, selon lui ». S'agissant des mesures prises pouvant limiter les dégâts humains et matériels, Brahim Merad avait mis l'accent « sur le renforcement du cadre législatif et l'intensification du champ d'inspection et de surveillance, tout comme le contrôle technique des véhicules et du trafic routier ».

**Ce ne sont plus des accidents, mais un véritable terrorisme routier !**

En Algérie, on a plus de chance de mourir dans un accident de la route que du coronavirus ou tout autre virus. Des chiffres effarants qui témoignent de l'ampleur du drame répété et quotidien qui se déroule sur nos routes. Cet autre visage de l'incivisme a valu à l'Algérie d'être classée quatrième dans le classement établi par la Banque mondiale qui concerne le taux de mortalité pour 100.000 habitants à cause des accidents de la route. Ces statistiques concernent toutefois l'année 2019.

Ce bilan annuel qui affiche des milliers de morts, sans compter le nombre effarant de blessés, ne semble pas atteindre la conscience des législateurs et autres responsables de la réglementation routière.

Les accidents de la route demeurent l'une des principales causes de décès et de traumatismes à l'échelle mondiale. Chaque année, des millions de vies sont perdues et d'innombrables autres sont altérées de façon irréversible par ces événements tragiques.

**Malgré les efforts déployés pour améliorer la sécurité routière, les accidents persistent, soulignant ainsi la nécessité d'une action concertée et proactive pour inverser cette tendance.**

Divers facteurs contribuent à la survenue des accidents de la route, parmi lesquels la vitesse excessive, la conduite sous l'influence de l'alcool ou de drogues, la distraction au volant et le non-respect des règles de circulation. De plus, les déficiences des infrastructures routières et les défaillances des véhicules jouent un rôle significatif dans la genèse de ces incidents.

Les pouvoirs publics, au lieu de briser cette spirale infernale des accidents de la route, se perdent en conjectures et placent le débat sur l'opportunité du permis de conduire à points.

Pire, note un éditorialiste, on réfléchit sur la nécessité d'augmenter les tarifs de contrôle technique et de certaines vignettes, plaçant ainsi l'esprit mercantile avant la sécurité des usagers de la route.

Il y a les adeptes de la répression à outrance sur le bord des routes et ceux qui préconisent la sensibilisation.

Il y a quelques années, le ministre de la Communication d'alors avait donné le coup d'envoi d'une grande campagne de sensibilisation contre la violence routière qui a été lancée à travers les ondes de la Radio nationale et les 48 autres stations régionales.

La décision de lancer cette campagne, avait-il dit, vient répondre à l'impératif « de freiner l'hécatombe » qui s'abat sur nos routes, conférant aux chiffres sur les accidents routiers dans notre pays, de



tristes records et portant aux finances publiques un préjudice incommensurable.

Loin d'être, toutefois, un problème algérien, les accidents de la route sont un véritable fléau planétaire. D'après l'OMS, ce sont près de 1,4 million de personnes qui trouvent la mort tous les ans sur les routes.

**L'insécurité routière est même devenue la 8<sup>e</sup> cause de mortalité dans le monde.**

Elle est, surtout, la première cause de décès des jeunes de 15 à 21 ans et 1 enfant serait tué toutes les trois minutes.

Les Nations unies ne sont pas restées sourdes face à ce macabre constat et ont lancé dès 2011 « une décennie d'actions pour la sécurité routière », avec l'objectif de préserver la vie de 5 millions de personnes sur les routes du monde entier.

Le renforcement de la prévention routière s'avère être une mission compliquée, puisqu'une telle politique implique la participation de différentes institutions sans compter les forces de police et de gendarmerie nationales, et également la société civile.

Les spots publicitaires ont inondé l'antenne pour appeler à la prudence et au respect du code de la route ; ce qui a conféré à l'opération, selon certains Algériens sceptiques, un sentiment de déjà-vu et de déjà entendu ! Encore une campagne dont il n'est resté que quelques messages qui auront tourné en boucle dans la routine de notre quotidien.

A ce propos justement, une enquête a été menée en 1988 en France, sur les 15 années de campagnes précédentes de prévention routière. Elle a démontré que dans l'esprit des personnes interrogées, ces campagnes successives renvoient plus à « l'inéluctable qu'à la prévention » et que le problème est chez les autres !

Un spécialiste des politiques publiques de sécurité a même écrit que le succès d'un slogan tel que « Boire ou conduire, il faut choisir » ne doit pas faire illusion sur son efficacité réelle pour changer les comportements. Même une personne qui a déjà subi un contrôle d'alcoolémie positif, aura, souvent, tendance à considérer qu'elle « maîtrise sa résistance à l'alcool, qu'elle est un bon conducteur et que ces campagnes s'adressent aux autres ». Les années suivantes, les campagnes ont été retravaillées sous un angle différent pour impliquer davantage les usagers de la route. Les phrases-clés deviennent ainsi « Faisons la route ensemble », « Ensemble, on est sur la même route » et « Savoir conduire, c'est savoir vivre ». L'année d'après, la campagne se disait avec des images choc, qui montrent frontalement les conséquences d'une conduite sous emprise de l'alcool.

Les responsables ont, par la suite, préféré alterner et

jouer de tous les registres, y compris l'humour, estimant comme dans d'autres pays où le taux de mémorisation de l'humour est bien supérieur à celui de la violence.

**Chez nous, la mort est présente sur nos routes à chaque virage : On perd la vie par fatalité.**

**Par imprudence surtout !**

Donc, chaque année, des personnes meurent sur les routes et des milliers d'autres sont blessées à divers degrés. Et les conséquences sont profondément dévastatrices, affectant à la fois les individus et les communautés dans leur ensemble. Outre les pertes en vies humaines, ces accidents entraînent des blessures graves, des incapacités permanentes et des souffrances psychologiques considérables pour les survivants et leurs proches. Sur le plan économique, les coûts associés aux soins médicaux, à la réparation des véhicules et aux pertes de productivité sont astronomiques, pesant lourdement sur les systèmes de santé et les économies nationales. Constat terrible !

Les autorités donnent l'impression d'avoir intégré cette situation même si elles réaffirment, chaque année, leur volonté d'éradiquer le phénomène. La réalité des chiffres reste implacable. Les automobilistes sont livrés à eux-mêmes.

La route, c'est une jungle goudronnée où certains chauffards se permettent des pointes de vitesse à plus de 200 km/heure !

L'heure n'est plus au constat et certains doutent encore de l'efficacité des campagnes de sensibilisation qui se répètent sans infléchir pour autant la courbe des victimes. Certains experts estiment que « le rôle des médias est nécessaire et la radio a tous les attributs de proximité et de rapidité pour être l'acteur de cette campagne qui aura l'avantage et le mérite d'accompagner les conducteurs algériens sur les routes et les autoroutes, en diffusant au quotidien des messages de sagesse, de retenue, de respect du code de la route et surtout de la vie humaine ». Ils affirment toutefois que « si le rôle des médias est nécessaire, il y va s'en dire qu'à elle toute seule, la communication n'arrêtera pas, à coup de spots publicitaires, les accidents de la route ».

S'agissant de la « Délégation nationale de prévention et de sécurité routière », il faut dire qu'il ne s'agit pas d'une trouvaille algérienne dès lors où la délégation proposée s'inspire de ce qui existe déjà par ailleurs, en France, et qui est dénommée : « Délégation à la prévention et la sécurité routières », à la différence que cette instance donne la priorité au volet répressif de la sécurité routière, car le ministère de l'Intérieur français est l'un des acteurs historiques majeurs de la sécurité routière et les récentes réformes administratives ont renfor-

cé ses responsabilités en la matière : avec le rattachement de la Gendarmerie nationale au ministère de l'Intérieur, il a autorité directe sur les deux forces chargées de faire respecter les règles de la sécurité routière : police et gendarmerie.

Ce rapprochement lui permet de renforcer la cohérence de la lutte contre l'insécurité routière qu'il mène sur le terrain.

En comparaison, comme chacun le sait, si la police nationale relève de l'autorité du ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, la gendarmerie ou « Darak El Watani » comme elle est appelée officiellement, relève de la tutelle du ministère de la Défense nationale.

On retient tout de même la bonne volonté des autorités qui semblent, cette fois-ci, avoir intégré cette question de la violence routière, question cruciale au demeurant, qui a amené de par le monde, des hommes d'Etat à s'en saisir dès leur investiture.

Jacques Chirac, par exemple, qui, peu après sa réélection en 2002, a inscrit dans son programme « la sécurité routière » comme l'un des trois chantiers prioritaires de son nouveau quinquennat avec deux autres thèmes plus consensuels : « la lutte contre le cancer » et « l'insertion des handicapés » !

Et son Premier ministre d'alors, Jean Pierre Raffarin, avait affirmé, pour sa part, « qu'on ne peut plus parler de l'insécurité routière avec des mots qui montent, mais avec les vrais mots, les mots de violence, de délinquance, les mots, quelquefois, d'assassinats » ! De ce qui précède, on ne doit plus, désormais, se contenter d'une campagne ponctuelle et se dire qu'on a fait le boulot !

L'action de sensibilisation aux dangers de la route doit se prolonger dans le temps :

1. Pour devenir, par exemple, un « thème d'action et de communication privilégié » pour les walis et les maires !
2. Elle doit aussi donner naissance à un « continuum éducatif » qui doit être mis en place et enseigné à l'école primaire en passant par le collège et le lycée !

Tout ceci pour dire que tout le monde est concerné par la violence routière. Y compris les animaux !

En effet, en Grande-Bretagne, le gouvernement britannique a lancé une campagne de prévention routière insolite, mettant en scène des animaux de la ferme. Pour réaliser cette campagne originale, l'agence de pub AMV BBDO a collaboré avec des éleveurs locaux :

· Des messages comme : « slow down » ont été peints, en rouge, sur les toisons des moutons afin d'attirer l'attention des conducteurs.

· D'autres messages ont été inscrits sur des convois agricoles, des vaches ou encore des chevaux. Le ministre en charge de la Sécurité routière, Andrew Jones, a déclaré : « On ne sait pas encore si cette campagne permettra de réduire le nombre d'accidents sur nos routes, mais avec plus de 100.000 vues sur Youtube, notre initiative a rencontré un franc succès chez les internautes ! ».

**L'insécurité routière, une préoccupation majeure du Président Tebboune.**

Lors d'une réunion du Conseil des ministres en 2022, il avait souligné que les accidents de la route exigeaient « une solution coercitive » compte tenu des proportions qu'a prises ce phénomène « récemment », préconisant « l'application peines les plus lourdes pour les cas de non-respect avéré du code de la route, une infraction qualifiée de crime, ainsi que le contrôle technique des véhicules de transport chaque trois mois ».

Il avait, par la même occasion, mis l'accent sur « le renforcement du contrôle sur les sociétés de transport par bus, à travers l'impérative rotation des conducteurs pour les longs trajets et le retrait du registre du commerce aux sociétés contrevenantes, outre l'application des peines les plus lourdes à l'encontre des parties impliquées dans la délivrance de permis de conduire aux candidats non qualifiés ».

Des recommandations à même de nous faire quitter le podium, aussi infâme que dramatique, des « champions du monde des accidents de la route » !

\*Ancien cadre supérieur de l'Etat

# Guerre silencieuse



Par Mustapha Aggoun

Il y a des guerres silencieuses, des conquêtes invisibles qui ne se font ni par les armes ni par les discours. Elles rampent dans les interstices de la société, gangrènent les jeunes, manipulent les faiblesses. En Algérie, c'est aujourd'hui un autre genre d'invasion qui s'amorce insidieusement, chimique, transfrontalière. Une vague brune, verte, parfois colorée de rose chimique, qui monte par le Sud, déferle par le Nord, et cherche à submerger tout un pays. La drogue. D'un côté, les narcotrafiquants du Sahel, enfants maudits de la géopolitique désertique, qui font passer haschich, cocaïne et héroïne en remontant les routes ancestrales du commerce transsaharien. De l'autre, les barons de la drogue européenne, souvent bien établis dans les ports du Sud de la France et du Nord de l'Espagne, qui voient l'Algérie non pas comme une barrière, mais comme un marché.

Et cette fois, le coup est rude, spectaculaire même : 1.650. 000 comprimés d'ecstasy, saisis à Mostaganem,

dans un camion venu tout droit du port de Marseille. Une prise qui fait date. Un record africain. Une cargaison d'une valeur estimée à plus de 400 milliards de centimes. Du jamais vu. Et sans doute, hélas, la partie émergée d'un iceberg narcotique bien plus vaste. Cette saisie n'a rien d'anecdotique. Elle marque une bascule. Une tentative massive, calculée, d'inondation. Car ces 1,65 million de pilules roses ou bleues n'avaient pas vocation à dormir en entrepôt : elles devaient circuler, se diffuser, atteindre les poches, puis les veines, les cerveaux, les destins. C'est toute une guerre psychologique qui se joue ici, et le choix de l'ecstasy n'est pas innocent. Cette drogue dite « récréative » cible une jeunesse en mal d'oxygène, en manque de rêve. L'arme est douce, colorée, festive mais elle tue à petit feu.

L'opération, coordonnée dans plusieurs wilayas Blida, Tipaza, Alger, révèle une organisation d'une redoutable sophistication. Neuf arrestations, plusieurs véhicules saisis, des millions confisqués en dinars et en devises. Tout, dans cette affaire, respire la mécanique huilée du crime transnational.

Car derrière ces cachets se cache tout un modèle économique parallèle. Une entreprise criminelle qui a ses

ressources humaines, ses logisticiens, ses financiers, ses blanchisseurs, ses parrains et ses guetteurs. L'argent circule, change de formes, finance d'autres crimes. Il s'infiltre dans le tissu économique légal, corrompt, rachète, enrôle. Et ce sont les sociétés fragiles, les jeunes désempantées, les économies sous pression qui deviennent des proies faciles.

L'Algérie, par sa position stratégique, est devenue cible. Carrefour méditerranéen, interface entre Europe et Afrique, elle concentre, aujourd'hui, toutes les convoitises. Or, la drogue n'est plus seulement un produit, c'est une arme. Une arme de déstabilisation. Une tentative d'empoisonnement de la société.

Ce coup de filet historique démontre une chose essentielle : l'Etat algérien n'est pas passif. Il voit, il surveille, il frappe. Les services de sécurité, dans leur montée en compétence, montrent qu'ils savent anticiper, agir, coordonner. Ce n'est plus l'heure des réactions tardives, mais de la riposte stratégique. Cette affaire confirme aussi la dimension hybride de ces menaces : elles naviguent entre les eaux du trafic, du blanchiment, du faux et de la corruption. La réponse, elle, ne peut être que multidimensionnelle. Sécuritaire, bien sûr, mais aussi

judiciaire, financière, éducative, diplomatique. La coopération avec d'autres pays et les institutions internationales devient une nécessité vitale. Mais au-delà des saisies spectaculaires, c'est une bataille de fond qui doit être menée. Car l'objectif ultime de ces réseaux n'est pas seulement de vendre, mais de briser. De faire d'une génération une clientèle. De faire d'un peuple une économie dépendante.

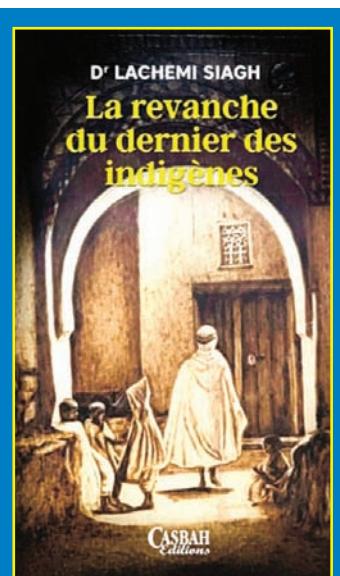
C'est à cette jeunesse, justement, qu'il faut parler. L'éduquer, la soutenir, lui offrir des alternatives. La culture, le travail, l'espoir. Lui dire que ce monde n'a pas besoin de pilules pour vibrer. Lui rappeler que l'avenir se bâtit les mains propres, l'esprit libre. Lui tendre autre chose que le vertige des paradis artificiels. L'affaire de Mostaganem ne doit pas être un simple fait divers en bas de page. Elle doit réveiller, choquer, mobiliser. Car ce n'est pas seulement une cargaison qui a été arrêtée. C'est un signal. Une tentative de submersion de l'Algérie par des forces qui n'ont ni pitié ni scrupules. Il est encore temps de construire des digues. Mais il faut de la volonté, du courage, et surtout une société entière qui regarde lucidement le danger, et qui dit non. Non à l'oubli. Non à la dépendance. Non à la résignation.



# Entrepreneurs : la « longue marche »

**Médiatic**

Par Belkacem  
Ahcene-Djaballah  
Livres



**LA REVANCHE DU  
DERNIER DES INDIGÈNES.**  
Récit de Hachemi Siagh.  
Casbah Editions, Alger 2024,  
254 pages, 1.400 dinars.

Voilà donc un bel exemple de persévérance, de réussite professionnelle et d'engagement. Ecole coranique de Touggourt, collecte de diplômes universitaires, tant à Alger qu'à l'étranger... pour devenir un expert international connu et reconnu. Le profil-type, à mon avis, du jeune Algérien soucieux de découvrir la science et le monde, ne se contentant pas de subir mais agissant, osant tenter les expériences les plus risquées et affronter les obstacles les plus rudes.

Il a commencé comme beaucoup de cadres de son âge (75-80 ans et plus), aujourd'hui pour la plupart retraités, alors que le pays était régi par le Code de l'indigénat, dans un véritable système d'apartheid. Dans tous les domaines, notamment scolaire, la puissance coloniale, après avoir effacé les structures traditionnelles locales d'instruction, a tout fait pour maintenir les Algériens dans l'ignorance. Ceux qui ont pu être scolarisés, l'ont été dans des écoles indigènes qui ne menaient qu'à des métiers subalternes. D'où peu de personnes qualifiées à l'indépendance.

Ainsi, en 1954, date du déclenchement de la guerre de Libération nationale, seulement 15% des jeunes in-

digènes étaient scolarisés contre 85% pour la population européenne laquelle représentait 10% de la population totale du pays. Il y avait bien les écoles coraniques, mais leur nombre était bien insuffisant, leurs moyens étaient comptés et les contenus pédagogiques, mis à part l'apprentissage du Saint Coran, étaient assez limités.

L'auteur va donc nous mener à travers le monde (celui de la connaissance, des affaires et de la finance internationale et nationale) sans, bien sûr, rompre les liens avec le pays où il a côtoyé bien des personnalités dirigeantes et où il exercé assez longtemps. C'est tout cela qui lui permet de présenter ses analyses et opinions sur le développement national, économique, financier et .....politique.

**L'Auteur :** Né à Touggourt. 78 ans (?). Sciences Po' Alger. Docteur en Management stratégique (Ph.D), titulaire d'un Mba à Hec Montréal, formé au groupe Essec France.... expert dans le domaine des pratiques managériales et financières internationales. Carrière en Amérique du Nord, en Europe, au Moyen Orient et en Afrique du Nord. Plusieurs postes de direction et d'administration en Algérie et à l'étranger. A créé et dirigé, en Algérie, « Strategica » un cabinet de conseils en management et en ingénierie financière.. Auteur de plusieurs ouvrages.

**Table des matières :** Avant-propos/ Chapitre I : De la guerre de Libération et de l'époque coloniale/ Chapitre II : Vivre l'indépendance de l'Algérie, à l'adolescence/ Chapitre III : Vivre l'ère Houari Boumediène, à la fin de l'adolescence/ Chapitre IV : L'ère Chadli Bendjedid/ Chapitre V : La période des grandes instabilités politique et sécuritaire/ Chapitre VI : L'ère Bouteflika/ Chapitre VII : Le poids du traumatisme colonial sur les relations algéro-françaises/ Conclusion : La fierté nationale et les actifs intangibles de l'Algérie

**Extraits :** « Je continuais ma scolarité à l'école primaire et à l'école coranique concomitamment. J'allais à la première avec beaucoup d'engouement et à l'autre, la peur au ventre. Cette différence était le résultat des pédagogies utilisées par l'une et l'autre. La première permettait un apprentissage à l'aide de méthodes, d'exercices et de matériel qui développaient progressivement les capacités cognitives, et nous étions assis sur des bancs et non par terre. La seconde était extrêmement répressive » (p 45), « En 1956, l'unique université du pays comptait à Alger

cinq mille étudiants dont cinq cents indigènes seulement. Lorsqu'on sait que la population française ne représentait que 10% de la population totale, d'aucuns s'interrogent sérieusement quant à l'œuvre civilisatrice de la France » (p 57), « Le règne de Boumediène reposait sur trois piliers fondamentaux en termes de développement et d'émancipation de l'Algérie : la révolution industrielle, la révolution agraire et la révolution culturelle » (p107), « D'emblée, le Président (note : Bouteflika) déclara qu'il ne voulait pas être « un trois quarts » de président et souhaita que les pleins pouvoirs lui soient accordés. Il en obtint plus que Zeroual et Chadli, mais moins que Boumediène auquel il voulait ressembler, jusque dans sa gestuelle quand il prononçait ses discours (p 217), « En ce qui concerne l'Algérie, à ce jour, la France joue la carte de l'amnésie et mise sur le temps et la disparition des générations de la guerre de Libération pour se soustraire à ses responsabilités » (p 245)

**À travers le récit de toute (ou presque) une vie, de toute (ou presque) une carrière, où le très sérieux est accompagné de l'anecdote, ce qui allège la lecture, l'histoire économique et financière de l'Algérie contemporaine. Faits précis, style clair, écriture rapide, lecture facile, bref, un ouvrage « bien managé ». Du court, du lourd !**

**Citations :** « J'appris plus tard que dans la bouche de Liassine (note : alors ministre de l'Industrie lourde et ancien Dg de la Sns) le mot salopard n'était pas une insulte mais, bien au contraire, un compliment » (p 153), « De nos jours, le savoir est une denrée qui se négocie » (p 227), « L'influence française sur les

Bouteflika était telle que l'Algérie dérogea à sa sacro-sainte doctrine en permettant aux avions militaires français de survoler l'Algérie pour se rendre dans le Sahel, et même en les approvisionnant en kérosène » (p 237), « Dire que la France a créé l'Algérie est d'une prétention démesurée. C'est en fait nier tout le passé de cette nation. Car c'est de nation qu'il s'agissait en ce temps-là. Tracer des frontières ne signifie pas créer un Etat. Les frontières ne sont qu'une composante de l'Etat. Je dirai plutôt que la France a détruit l'Algérie au lieu de l'avoir créée » (pp 242-243), « Un projet de loi vantant les « aspects positifs » de la colonisation était voté en 2005 par le Parlement français. C'était ajouter l'injure à la blessure » (p243)

spécialiste des questions de management et de réformes des entreprises et des institutions publiques, auteur de plusieurs ouvrages sur l'économie algérienne (dont « L'économie algérienne otage de la politique » ... « Entrepreneurs, Pouvoir et Société en Algérie »). Plusieurs contributions dans la presse (dont El Watan). Plume brillante ! Aujourd'hui, hélas, décédé

**Les textes du Pdg d'entreprise se présente l'ouvrage et du professeur d'Université qui fait la préface sont, bien sûr, à « parcourir » par les spécialistes. Mais le reste, les textes de Nordine Grim, homme de terrain, ancien haut fonctionnaire et cadre fin connaisseur des rouages sont à lire, car leur écriture est précise, directe, concise. C'est celle du journaliste spécialisé qui s'est frotté au(x) terrain(s). (...)**

**Phrase à méditer :** C'est tout l'ouvrage qui est à méditer, la présentation, la préface, le texte... et la caricature de la dernière page de couverture.

Algérie : transformer l'énergie en civilisation industrielle

## L'OPEP à l'épreuve de ses contradictions, un géant affaibli face à un marché en mutation

Suite de la page 7

### Réduction des importations et sécurité économique

De nombreux pays producteurs de pétrole continuent d'importer massivement des produits plastiques, des engrais azotés ou des solvants qu'ils pourraient produire localement. La pétrochimie permet de substituer ces importations, de réduire le déficit commercial, et d'assurer une meilleure sécurité d'approvisionnement en produits stratégiques, notamment en période de crise géopolitique ou de perturbation des chaînes logistiques mondiales.

### Un instrument de souveraineté industrielle

L'accès à une industrie pétrochimique performante est un marqueur de puissance industrielle. Il offre une indépendance stratégique dans de nombreux domaines : santé (masques, seringues), agriculture (engrais, pesticides), énergie (batteries, composants), défense (matériaux composites). En cela, la pétrochimie devient un instrument de résilience nationale face aux chocs externes.

### Le cas de l'Algérie : un potentiel sous-exploité

L'Algérie dispose d'un immense potentiel pétrochimique grâce à ses ressources en gaz naturel et en pétrole. Pourtant, une grande partie de ces ressources est exportée à l'état brut. Investir dans la transformation locale via des complexes pétrochimiques permettrait non seulement de capter davantage de valeur ajoutée, mais aussi d'ancrer l'industrie dans une stratégie de long terme. Des projets comme ceux envisagés à Arzew ou Skikda doivent être soutenus par une volonté politique claire, des financements structurés et des partenariats intelligents.

### Un choix de vision

La transition énergétique mondiale ne signifie pas la fin des hydrocarbures, mais leur transformation vers une utilisation plus efficiente, à forte valeur ajoutée. La pétrochimie offre aux pays producteurs la possibilité de devenir des puissances industrielles exportatrices de biens transformés, plutôt que de simples pourvoyeurs de matières premières. C'est un choix de vision, d'ambition et de souveraineté.

### La pétrochimie : levier stratégique pour un développement industriel souverain en Algérie

Face aux défis économiques, géopolitiques et climatiques du XXI<sup>e</sup> siècle, l'Algérie est appelée à repenser l'usage de ses ressources énergétiques. Si le pétrole et le gaz ont été longtemps au cœur du modèle économique national, leur simple exportation sous forme brute ne suffit plus. Aujourd'hui, l'industrialisation passe par la transformation intelligente de ces ressources, et la pétrochimie s'impose comme un pilier stratégique de cette mutation.

### Transformer au lieu d'exporter : une vision de souveraineté

La pétrochimie permet de transformer le pétrole et le gaz naturel en produits à très haute valeur ajoutée : plastiques, solvants, textiles synthétiques, engrais, lubrifiants, etc. Cette transformation permet de capter jusqu'à 10 à 20 fois plus de valeur qu'une vente à l'état brut. L'Algérie, riche en hy-

drocarbures, a donc tout à gagner à faire évoluer son modèle en développant une industrie pétrochimique robuste.

### L'opportunité solaire : un levier de basculement énergétique

L'Algérie possède un des plus forts potentiels solaires au monde, avec plus de 3.000 heures d'ensoleillement par an dans une grande partie de son territoire. En remplaçant progressivement l'usage domestique du gaz naturel (chauffage, électricité, désalinisation) par des installations solaires photovoltaïques ou thermodynamiques, le pays pourrait libérer une part considérable de ses réserves de gaz pour alimenter les complexes pétrochimiques.

C'est un arbitrage stratégique : utiliser le gaz non pas pour faire fonctionner une centrale électrique, mais pour produire du méthanol, de l'urée, ou du polyéthylène, avec une rentabilité multipliée et un impact industriel démultiplié.

### Intégration industrielle et création d'emplois

Le développement de la pétrochimie ne profite pas uniquement à l'économie d'exportation : il irrigue l'ensemble du tissu productif. Il stimule les PME locales, crée des écosystèmes régionaux, et permet l'émergence de chaînes de valeur nouvelles dans la plasturgie, l'emballage, les équipements agricoles, les matériaux de construction et l'industrie automobile. Des milliers d'emplois qualifiés pourraient ainsi être créés, du technicien de maintenance au chercheur en chimie appliquée.

### Vers une sécurité industrielle et alimentaire

Dans un monde fragmenté et incertain, la capacité à produire localement des intrants agricoles (engrais azotés), des contenants médicaux, des matériaux de construction ou des pièces de rechange devient une question de sécurité nationale. La pétrochimie permet de réduire la dépendance aux importations stratégiques et de renforcer l'autonomie de décision du pays.

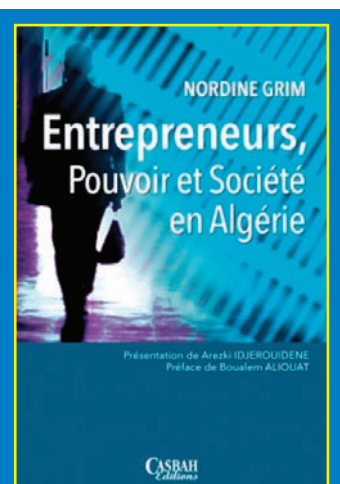
### Les conditions du décollage : volonté, financement, stratégie

Pour réussir cette transition, l'Algérie devra : définir une stratégie industrielle claire sur 20 ans, avec des priorités géographiques et sectorielles (zones industrielles dédiées à Arzew, Skikda, Hassi R'mel, etc.). Mobiliser des financements structurés, publics et privés, nationaux et internationaux. Favoriser des partenariats technologiques intelligents avec des pays et entreprises maîtrisant les procédés de pointe. Mettre en place un cadre fiscal, réglementaire et juridique stable et incitatif. Accélérer la transition énergétique interne vers le solaire et l'efficacité énergétique pour dégager les volumes d'hydrocarbures nécessaires à la transformation.

### Vers un nouveau modèle de puissance

Choisir la pétrochimie, c'est choisir de ne plus être simplement un pays exportateur de ressources, mais un pays créateur de richesses industrielles, de compétences, d'emplois, et de technologies. L'Algérie a les atouts pour faire ce choix. Elle doit désormais en faire un projet national structurant, à la hauteur de ses ambitions et de son potentiel.

**Salah Lakoues**



**ENTREPRENEURS. POUVOIR ET SOCIÉTÉ EN ALGÉRIE.**  
Essai de Nordine Grim. Présentation de Arezki Idjerouidene. Préface de Boualem Aliouat. Casbah Editions. Alger 2012. 187 pages, 850 dinars (Fiche de lecture déjà publiée en octobre 2019. Extraits pour rappel seulement. Fiche complète in [www.almanach-dz.com/economie/bibliotheque-dalmanach](http://www.almanach-dz.com/economie/bibliotheque-dalmanach))



## Lancement prochain de la 2<sup>ème</sup> phase de l'expertise du CTC Des mesures contre les intrus lors du relogement des «Planteurs»

J. Boukraa

À la suite du glissement de terrain survenu récemment dans le lieu-dit « Terrain Chabat », quartier des Planteurs, et qui a coûté la vie à quatre personnes, M. Mohamed Meziane, le chef de daïra d'Oran par intérim, a tenu à rassurer les habitants de ce quartier que les autorités publiques suivent la situation de près et prennent toutes les mesures nécessaires conformément aux lois et règlements en vigueur. Dans une déclaration à la presse, le responsable a précisé que «tous les citoyens du quartier «Les Planteurs» qui se trouvent dans une zone à risque délimitée par les services du contrôle technique des constructions et qui n'ont pas encore été relogés seront pris en charge conformément aux dispositions légales, en tenant compte des résultats des enquêtes et des rapports techniques d'expertise menés par les agents du CTC et

les services de la wilaya ». Il a souligné que l'opération de relogement se poursuit et que les familles qui occupent des habitations à risque du 2<sup>ème</sup> degré seront prises en charge conformément à la loi, dès la finalisation de l'enquête relative au fichier national de l'habitat. M. Meziane a tenu à rappeler que, conformément aux instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et du ministre de l'Intérieur visant à prendre en charge immédiatement les citoyens affectés par ce sinistre, 183 familles ont déjà été relogées dans de nouveaux logements dans la cité des 900 logements publics locatifs de la commune de Misserghine. Il s'agit des familles qui occupaient des habitations à risque du 1<sup>er</sup> degré. Par ailleurs, il a tenu à souligner que « des mesures strictes et dissuasives seront prises à l'encontre de tous les opportunistes ayant tenté de profiter de cette situation d'urgence pour obtenir un loge-

ment de manière illégale ».

De son côté, le président de l'Assemblée populaire communale d'Oran, Amine Allouche, a affirmé que « l'ensemble des services de la commune sont mobilisés en coordination avec les services de l'habitat, l'OPGI (Office de promotion et de gestion immobilière) et le CTC, afin de recenser les sinistrés et les habitations représentant un danger pour les citoyens, en vue de leur relogement, sur la base du rapport technique ». Pour rappel, le jour du drame, qui a fait aussi une quinzaine de blessés, une délégation ministérielle s'est rendue sur les lieux sur instruction du président de la République, afin de s'enquérir de la situation des blessés et d'apporter des solutions aux sinistrés. Elle comprenait le ministre de l'Intérieur, la ministre de la Solidarité nationale, le ministre de l'Habitat, ainsi que le directeur général de la Sûreté nationale et le directeur général de la Protection civile.

## Epreuves du BEM et du Bac 2025 Près de 65.000 candidats inscrits à Oran

La ville d'Oran se prépare activement pour les examens officiels de la session 2025, avec près de 65.000 candidats attendus pour les épreuves du brevet de l'enseignement moyen (BEM) et du baccalauréat. Ce chiffre a été révélé par le directeur de l'éducation M. Abdelkader Oubelaïd, lors du dernier conseil exécutif présidé par le wali d'Oran, M. Samir Chibani. Lors de cette réunion, le directeur a détaillé les préparatifs en cours pour ces examens, prévoyant un nombre significatif de candidats répartis sur de nombreux centres d'examen à travers la wilaya. Ainsi, pour l'examen de l'attestation de niveau prévu le 6 mai 2025, environ

15.514 apprenants à distance seront répartis sur 48 centres d'examen, encadrés par 2.540 superviseurs. Quant à l'examen du BEM, qui se tiendra du 1<sup>er</sup> au 3 juin, 33.525 candidats seront répartis sur 110 centres, tandis que l'examen du baccalauréat, prévu du 15 au 19 juin, accueillera 31.121 candidats dans 99 centres d'examen.

Dans ce cadre, le wali a souligné la nécessité d'une mobilisation générale pour garantir le bon déroulement des examens, en assurant des conditions optimales de préparation et de sécurité. En parallèle, des projets importants ont été présentés concernant le secteur de l'éducation pour la rentrée scolaire

2025-2026. La directrice de la programmation et du suivi budgétaire ainsi que le directeur de l'administration locale ont exposé les travaux en cours. Le wali a insisté sur l'urgence de terminer les travaux de réhabilitation des écoles primaires et connexes avant la rentrée scolaire et a souligné l'importance de garantir la qualité des réalisations, en veillant à ce que toutes les écoles soient prêtes à accueillir les élèves dans les meilleures conditions possibles. Il a également mis l'accent sur l'importance de l'organisation logistique et administrative pour une rentrée scolaire réussie et sécurisée et a appelé à un effort collectif pour assurer une rentrée scolaire réussie.

J. B.

## Haï Benarba ex-Rocher Démolition de constructions illicites

Dans le cadre de la lutte contre les constructions illicites et les atteintes au domaine public, une opération de démolition a été menée jeudi au quartier Benarba ex-Rocher, au lieu-dit «Echatia». Cette opération s'inscrit dans le cadre de l'application des instructions des autorités locales et vise à mettre un terme aux constructions sans autorisation en violation des règles d'urbanisme. Neuf fondations ont ain-

si été démolies, grâce à la coordination entre les différents services concernés, notamment ceux chargés de l'urbanisme, de la propreté urbaine, et les forces de sécurité. Les autorités locales réitèrent, à cette occasion, leur engagement à lutter fermement contre toute tentative de détournement du foncier public ou de construction sans permis, afin de préserver l'ordre et l'intégrité du tissu urbain.

J. B.

## Pour l'exploitation touristique 27 plages concernées par l'octroi de concessions

Une enchère publique a été lancée par les services de la wilaya d'Oran pour l'attribution de concessions d'exploitation touristique sur 27 plages autorisées à la baignade, en prévision de la saison estivale 2025, a indiqué la direction du tourisme et de l'artisanat. Au total, 76 zones sont concernées par ces concessions sur les plages autorisées à la baignade pour l'année 2025, réparties à travers sept communes : Aïn El Kerma, Bousfer, Aïn El Turck, El Ançor, Mers El Hadjadj, Gdyl et Arzew, la majorité de ces plages se trouvant dans la commune de Aïn El Turck, selon l'annonce publiée

sur la page officielle de la direction. Dans ce cadre, les services compétents invitent les personnes intéressées par cette enchère publique à se rapprocher de la direction du tourisme et de l'artisanat afin de retirer le cahier des charges, ajoute la même source.

Cette procédure s'inscrit dans le cadre de l'application de la loi n°03-02 du 17 février 2003 relative à l'exploitation et à l'usage touristiques des plages, ainsi que du décret exécutif n°04-274 du 5 septembre 2004, fixant les conditions d'exploitation touristique des plages ouvertes à la baignade, est-il précisé.

## Vols de portables à l'arrachée et sous la menace d'armes blanches 10 individus écroués et 22 portables volés récupérés

Une bande de malfaiteurs spécialisée dans le vol des portables à l'arrachée vient de tomber dans les filets de la brigade de lutte contre la grande criminalité de la sûreté d'Oran. C'est à la suite de plaintes déposées pour vol de portables au centre-ville qu'une enquête a été ouverte. Les policiers ont réactivé l'élément du renseignement et grâce au travail des unités sur le terrain et la coordination avec le service de vidéosurveillance de la sûreté d'Oran, les enquêteurs sont parvenus en un temps record à identifier les auteurs et à les arrêter. En effet, les investigations ont révélé que les mis en cause utilisaient comme moyen de transport des motos pour arracher les portables à leurs victimes et prendre la fuite. Ainsi et une extension de compétence et une perquisition ordonnées par le procureur de la République près le tribunal d'Oran, les éléments de cette brigade ont récupéré 22 portables volés de différentes marques, des armes blanches utilisées dans la menace des victimes et quatre motos. Ils ont été présentés au tribunal et écroués.

K.Assia

## Sonelgaz Es-Sénia dresse son bilan Plus de 11 projets d'habitat raccordés au réseau énergétique

K.Assia

Afin de garantir une meilleure couverture énergétique, la direction de distribution de l'électricité et du gaz Sonelgaz Es-Sénia a procédé à la concrétisation de plusieurs projets dont plus de 11 opérations de raccordement de programme d'habitat toutes formules confondues au réseau énergétique. Parmi ces projets, le pôle urbain Ahmed Zabana où l'opération a ciblé trois sites de logements AADL avec le raccordement, au réseau électrique des 1200 logements AADL au site 1, 1.200 autres unités au site 2 et enfin 3.000 logements et 600 autres unités AADL au site 3, a noté Mme Fellahi Fatima, responsable du département de la communication et de l'information de Sonelgaz Es-Sénia. Ce projet d'utilité publique a mobilisé selon la même source d'importants moyens et a permis la pose de 13,5 km de réseaux électriques de moyenne et basse tension et aussi l'installation de 12 nouveaux postes transformateurs pour alimenter ces nouveaux sites, un véritable acquis en matière de couverture énergétique.

Parallèlement, le projet de raccordement des 200 logements du village de Hassi Ameur a été achevé. En matière de nouveaux programmes réalisés par l'Office de promotion et de gestion immobilière OPGI d'Oran, la direction de Sonelgaz Es-Sénia a procédé au raccordement de cinq sites d'habitat au réseau électrique totalisant 3.284 logements et répartis à travers plusieurs

communes dont Oued Tlélat, Aïn El Turck, Gdyl, Chahid Mahmoud et Aïn El Beïda. D'autre part, sur les 3.273 logements réalisés par la direction de l'urbanisme, Sonelgaz Es-Sénia a raccordé 733 logements en attendant l'achèvement du raccordement du site au réseau d'assainissement des eaux usées, a indiqué notre interlocutrice. Sur ce, des moyens humains et matériels ont été déployés pour que ces opérations soient réalisées dans les délais de sorte que ce projet a permis la pose de 76 km de réseaux électriques de moyenne et basse tension et 12 km de réseaux gaziers.

Ainsi et tout en axant sur l'impact de ces opérations dans l'amélioration du cadre de vie des habitants et conformément aux orientations des pouvoirs publics, la responsable a précisé que les équipes sont parvenues durant l'année 2024 à ficeler la dernière opération qui est le raccordement de la dernière commune d'Oran au réseau gazier. Il s'agit de 310 foyers de la commune de Aïn El Kerma relevant de la daïra de Boutlélis qui ont été raccordés au réseau de gaz de ville et 7,5 km de réseau ont été réalisés pour approvisionner cette population, indique-t-on. Idem pour les 320 foyers de Sidi Bakhti dans la même daïra qui bénéficient également du gaz de ville grâce à la réalisation de 5,6 km de réseau. D'autre part, 12 km de réseau ont été réalisés pour alimenter 600 foyers de Aïn Tessa et Begoug dans la commune de Aïn El Kerma au réseau gazier.

## Hassi Bounif La liste provisoire des bénéficiaires des 248 logements sociaux affichée

Très attendue, la liste nominative et provisoire des bénéficiaires des 248 logements de type public locatif de Hassi Bounif a été affichée par les services de la daïra de Bir El Djir. Un programme initié dans le cadre de la résorption de l'habitat précaire et qui vient répondre aux besoins de cette localité relevant de la daïra de Bir El Djir. Dans ce registre et conformément au décret exécutif 08-142 du 11 mai 2008 fixant les conditions d'attribution du logement public locatif, les demandeurs de logements sociaux exclus de cette liste et se disant en droit de figurer peuvent déposer une demande de recours. Les autorités locales précisent que ceux-ci doivent rédiger une demande de recours écrite, en joignant tous les documents et les informations nécessaires et ce, dans un délai de 8 jours à compter de l'affichage de cette liste le 30 avril 2025. Cette demande doit être fermée, au nom du président de la commission de recours et accompagnée d'une copie du récépissé du dépôt du dos-

sier de demande de logement en plus d'une copie de la carte nationale. La liste finale des bénéficiaires de ce quota sera connue et affichée définitivement une fois tous les recours introduits étudiés par ladite commission.

La wilaya d'Oran a bénéficié d'un programme de 1.500 logements dont 1.000 unités de type public locatif et 500 autres destinées au logement rural. Par ailleurs, et depuis le début de l'année, plus de 500 logements ont été distribués à Oran, une lueur d'espoir pour ces familles qui depuis des années n'ont cessé de multiplier les appels pour leur relogement. La wilaya d'Oran a bénéficié en 2024 d'un programme de 3.000 logements sociaux. Le choix des terrains devant abriter la réalisation de ce quota a été fait conformément aux orientations des services de la wilaya qui ont appelé les chefs de daïra et les maires des différentes communes à recenser les terrains disponibles dans leurs localités.

K. Assia

### ILS NOUS ONT QUITTES HIER

**MENAD Hadjera**, 52 ans, Gdyl  
**AZAOUI AEK**, 58 ans, Victor Hugo  
**OUEL AMER Sonia**, 36 ans, Choupot  
**BENSALAH Yasmîna**, 54 ans, Centre-ville

### Horaires des prières pour Oran et ses environs

05 dhou el qida 1446				
El Fedjr 04h35	Dohr 13h00	Assar 16h46	Maghreb 19h55	Icha 21h23





## Sidi Bel-Abbès Vers un centre algéro-italien dans la formation agricole

L'université Djillali Liabes de Sidi Bel Abbès a accueilli, récemment, une délégation italienne avec laquelle un accord de principe a été conclu en vue de la création d'un centre algéro-italien de formation dans le domaine de l'agriculture, selon la cellule de communication de cet établissement. La délégation italienne était composée du directeur de l'Agence italienne pour la coopération et le développement, Marco Riccardo Rusconi, de l'envoyé spécial du ministère italien des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Massimo Riccardo, ainsi que

de responsables des ministères italiens de l'Agriculture et de l'Environnement. La délégation italienne était accompagnée de Hamid Ould Youssef, sous-directeur au ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, ainsi que de Fatima Helouane, représentant du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique.

Cette visite, qui s'inscrit dans le cadre du renforcement des relations de coopération bilatérale entre l'Algérie et l'Italie, notamment dans les domaines de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, a

été consacrée à l'Institut des sciences agronomiques de l'université de Sidi Bel Abbès.

Elle a donné lieu à une série de rencontres entre la directrice de l'institut, Dr Amina Khaldi, des responsables universitaires, des enseignants et les membres de la délégation italienne. Ces échanges ont porté sur les moyens d'élargir la coopération scientifique et pédagogique, et ont abouti à un accord de principe pour la création d'un centre de formation et de recherche algéro-italien dans le domaine agricole, qui sera implanté au sein de l'Institut des sciences agronomiques de Sidi Bel Abbès.

## Sidi Bel-Abbès Deux morts et deux blessés dans une collision

Deux personnes sont mortes et deux autres ont été blessées, dans un accident de la route survenu dans la wilaya de Sidi Bel-Abbès, a-t-on appris, mercredi, auprès des services de la Protection civile.

Selon la même source, l'accident s'est produit dans la nuit

du mardi à mercredi suite à une collision entre deux véhicules sur la route nationale RN 13, dans la commune de Amarna, faisant deux morts sur le coup et deux blessés.

Les corps des deux victimes âgées de 32 et 35 ans, ont été transférés à la morgue du Centre

hospitalo-universitaire "Abdelkader Hassani" de Sidi Bel-Abbès, tandis que les blessés âgés de 25 et 59 ans, ont été transportés aux urgences du même établissement. Une enquête a été ouverte par les services compétents pour déterminer les circonstances de l'accident.

## Aïn Temouchent Plus de 220 logements promotionnels aidés en chantier



Le coup d'envoi de la réalisation de 223 logements de type promotionnel aidé a été donné, mercredi dans les communes d'Aïn Temouchent et d'El Amria, a-t-on constaté.

A cette occasion, le wali d'Aïn Temouchent, Mabrouk Ouled Abdennebi, a procédé à la pose de la première pierre pour 90 logements promotionnels aidés au chef-lieu de la wilaya, où il a insisté sur la nécessité d'un usage optimal du foncier mis à disposition pour ce projet, en mettant l'accent sur l'aspect archi-

tectural et esthétique, d'autant que le site se situe à l'entrée principale de la ville. Le wali a également exhorté l'entreprise chargée de la réalisation à livrer ces logements dans un délai inférieur à 18 mois, tout en respectant les normes de qualité.

Dans la commune d'El Amria, le wali a également posé la première pierre d'un projet de 133 logements du même type.

Par ailleurs, il a visité un projet de 20 logements publics locatifs en cours de réalisation dans le village de El Houaoura

(commune de Bouzedjar), dont la réception est prévue avant la fin du premier trimestre de l'année prochaine.

Le wali a également constaté l'état d'avancement des travaux de 50 logements promotionnels aidés dans la commune de Bouzedjar, qui ont atteint un taux d'avancement de 65 %, et a effectué une visite d'inspection du chantier de 50 logements publics locatifs à M'saïd, en insistant sur la nécessité de livrer ce projet avant juillet prochain.

## Mascara Des apports supplémentaires pour les barrages

Les barrages de la wilaya de Mascara ont été renforcés par une quantité supplémentaire d'eau avoisinant les 4,4 millions de mètres cubes, grâce aux récentes pluies qu'a connues la région, a-t-on appris, jeudi, auprès de la Direction des ressources en eau de la wilaya.

Selon la même direction, le barrage de Ouizert a reçu à lui seul environ 2 millions de m<sup>3</sup> d'eau supplémentaires, tandis

que le barrage de Oued El Taht, dans la commune de Aïn Farrah, a été renforcé de plus de 1 million de m<sup>3</sup>.

Le barrage de la commune de Chorfa a, quant à lui, reçu environ 1 million de m<sup>3</sup>, et celui de Fergoug, dans la commune de Mohammadia, 20.000 m<sup>3</sup>.

Le barrage d'Oued El Taht (d'une capacité de plus de 7 millions de m<sup>3</sup>) a atteint un taux de remplissage de 100 %, ce qui

a nécessité le déversement de quantités importantes de ses eaux. Actuellement, le taux de remplissage global des barrages de la wilaya dépasse les 40 %, soit un volume stocké estimé à 78,4 millions de m<sup>3</sup>, permettant ainsi de couvrir les besoins de la wilaya en eau potable et pour l'irrigation agricole, pendant plus d'un an et demi, même en l'absence de précipitations, selon la direction des ressources en eau.

## Tiaret La centrale photovoltaïque de Ksar Chellala livrée dans 9 mois

Les travaux de réalisation d'une centrale photovoltaïque d'une capacité de 88 mégawatts ont débuté, récemment dans la wilaya déléguée de Ksar Chellala, a-t-on appris lors d'une visite d'inspection du wali de Tiaret, Saïd Khalil, dans la région.

Le chef de projet, Toufik Maatouk, représentant de la Société algérienne de l'électricité et du gaz (Sonelgaz Énergies Renouvelables) a expliqué au wali que cette infrastructure, réalisée en partenariat avec une entreprise chinoise, devra entrer en exploitation d'ici neuf mois, précisant que les travaux de génie civil sont sur le point d'être achevés.

Ce projet prévoit l'installation de 244.000 unités de panneaux solaires, plusieurs transformateurs, ainsi que des installations annexes, notamment une station météorologique, un système de détection d'incendies et un système de nettoyage des panneaux.

Le représentant de l'entreprise chinoise s'est engagé à livrer la centrale

dans les délais contractuels convenus et conformément aux normes techniques requises, tout en assurant un suivi de deux ans et une formation des cadres pour son exploitation.

Lors de cette même visite, le wali a assisté au lancement des travaux d'un colloque historique intitulé "Le parcours militant et historique du Moudjahid Saïd Dahlab et son rôle dans les événements du 18 avril 1945 et leur prolongement jusqu'aux événements du 8 mai 1945", organisé par la direction des Moudjahidines et des Ayants-droit. Il a également inspecté plusieurs projets dans la commune de Serguine, notamment ceux liés à la réhabilitation des infrastructures sur le chemin de wilaya CW 77 et au suivi de la construction d'un établissement hôtelier. Dans la commune de Zemala Emir Abdelkader, il a visité un projet visant à renforcer l'approvisionnement en eau potable de plusieurs quartiers, ainsi que le site de la zone d'activités économiques.

## Le discours médiatique en débat

El-Houari Dilmi

Des recommandations ont été émises, mercredi, à la clôture du colloque national sur le discours médiatique et les orientations générales de l'Etat, qui s'est tenue à l'université "Ibn Khaldoun" de Tiaret, en présence d'experts et de professeurs en communication de plusieurs universités du pays.

En effet, organisé à l'initiative de la faculté des sciences humaines et sciences sociales de l'université "Ibn Khaldoun", le colloque national, organisé en atelier, s'est intéressé à l'analyse du discours médiatique et l'étude des messages transmis par les médias pour comprendre leur impact sur la société et les orientations générales de l'Etat. Parmi les éléments clés de l'analyse du discours médiatique, l'approche linguistique qui consiste en l'étude du langage utilisé dans les médias pour comprendre le sens et l'impact des messages, l'évaluation critique des messages médiatiques pour identifier

les biais, les préjugés et les manipulations potentielles, le rôle des médias dans la formation de l'opinion publique, ou encore le contrôle et la régulation des médias pour garantir la diffusion d'informations précises et équilibrées. Selon les spécialistes en communication, parmi les avantages de l'analyse du discours médiatique, une meilleure compréhension de l'impact des médias sur la société, et leur influence sur les attitudes et les comportements des citoyens, et encourager les journalistes à adopter des pratiques plus professionnelles.

Le rôle des médias écrits, audiovisuels et électroniques à l'aune des défis actuels, l'importance de l'information de proximité, l'expérience de l'Algérie et sa transition de la presse gouvernementale à une presse pluraliste, la nature du discours médiatique et son rôle dans l'élaboration des politiques publiques, la communication institutionnelle ont été les autres thèmes débattus en atelier lors de ce colloque national.

## Adrar Plus de 25 kg de kif saisis

Une quantité de 25,733 kg de kif traité a été saisie et deux personnes ont été arrêtées par les services de la police judiciaire de la sûreté d'Adrar, lors d'une opération conjointe avec d'autres corps de sécurité, dont l'armée nationale populaire (ANP), a indiqué la cellule de communication et des relations publiques de la sûreté de la wilaya.

Cette opération a été menée suite à l'exploitation d'informations faisant état qu'un jeune stockait une quantité de drogue destinée à la vente illicite en milieu des jeunes de la ville d'Adrar. D'intenses enquêtes et patrouilles ont

été menées, et un plan de sécurité a été mis en place en coordination avec d'autres corps de sécurité pour l'arrestation du suspect, selon la même source. L'arrestation d'un individu et son acolyte, qui ont été soumis à la fouille, a permis la saisie de cette quantité de kif traité dissimulée dans un sac blanc, a-t-on expliqué.

Après l'achèvement des procédures par les services de police, les deux suspects ont été présentés devant le procureur de la République près le tribunal d'Adrar, qui a ordonné leur placement sous mandat de dépôt, a conclu la même source.

## Publicité

**Société implantée à Oran *CHERCHE***  
**Un (e) Juriste**

**Conditions :**

- Diplôme en droit
- Expérience de 03 ans minimum dans un poste de juriste, idéalement en gestion de contentieux
- Excellente connaissance du droit civil, pénal et des procédures judiciaires
- Maîtrise de la langue Arabe et du Français
- Bonne compétence en communication écrite et orale
- Résider à Oran
- Disponibilité immédiate
- Etre véhiculé

**Un Responsable Logistique**

**Conditions :**

- Diplôme
- Expérience de 03 ans minimum
- Résider à Oran
- Disponibilité immédiate
- Etre véhiculé si possible

Les candidats répondant aux conditions sont priés d'envoyer leur Cv, avec photo, à l'adresse email suivante : [oran.recrute2021@gmail.com](mailto:oran.recrute2021@gmail.com)  
**La Direction générale**

**PENSÉE**

A la mémoire de notre cher et tendre père

**Mohammed Hamid BAHIRI**  
 Deux ans déjà depuis la perte du pilier de notre famille, de notre boussole, de cet homme de parole, juste, humble. A tous ceux qui l'ont connu, de près ou de loin, chacun garde en lui le souvenir de ses qualités humaines exceptionnelles. Nous, ses enfants, espérons être le reflet de sa personne, la plus belle image de lui. La trace qu'il a laissée, en nous, restera gravée à jamais. Allah yerhamk cher papa



## CHAN-2025 (Qualifs): Aujourd'hui à 16h00: Gambie-Algérie Prendre option à Banjul



M. Zeggai

**A**bdelmadjid Boughera disputera cet après-midi son premier match officiel depuis son retour à la tête de l'équipe nationale A' qui croisera le fer avec son homologue gambienne, pour le compte du dernier tour des qualifications du CHAN-2025. En prévision de cette double confrontation, les Algériens sont entrés en stage, depuis dimanche dernier, au Centre technique national de Sidi Moussa. Pour mettre tous les atouts de son côté, le staff technique national a axé son travail sur les volets, psychologique et tactique, dans l'objectif d'optimiser la cohésion et la réparation du groupe, selon un plan de travail minutieusement préparé. Lors du début du stage, les Verts ont eu la visite du sélection-

neur national, Vladimir Petkovic, qui a tenu à saluer les joueurs et leur adresser un discours motivant afin de les encourager à réaliser le meilleur résultat possible.

Lors de cette première manche, l'équipe nationale A' vise un double objectif, prendre option pour la qualification et confirmer son statut de finaliste de la précédente édition 2023. Côté effectif, on a enregistré plusieurs défections pour diverses raisons. Benkhemassa (MCA) et Azzi (USMA) ont été libérés par le sélectionneur national, en raison de blessures. Ce dernier a été remplacé par Benayada (CRB), alors que l'attaquant Meziane (CRB) a quitté le stage « pour des raisons familiales », a-t-on précisé. La FAF a mis tous les moyens à la disposition de l'EN étant donné que le CHAN consti-

tue l'un des véritables axes de développement du football algérien, pour les mois à venir. Ce qui signifie que les nôtres sont investis d'une lourde responsabilité pour une meilleure représentativité, afin de composer son billet à la phase finale.

A cet effet, le président de la FAF, Walid Sadi, a tenu une réunion avec les joueurs et le staff technique de l'équipe nationale A', au Centre technique national de Sidi Moussa pour leur adresser un message de soutien et de motivation avant leur départ pour Banjul. En somme, les Verts semblent bien armés pour faire respecter la hiérarchie et réaliser un bon résultat qui leur permettra d'entamer la seconde manche, prévue vendredi prochain au stade du 19-mai 1956 d'Annaba, dans de meilleures conditions.

## FAF D'importantes décisions prises par le Bureau fédéral

M. Zeggai

**D**'importantes décisions ont été prises, lors de la dernière réunion du Bureau fédéral. Dans son allocution, le président de la FAF, Walid Sadi, a tenu à aborder la situation générale du football mettant l'accent sur la gestion des différents championnats par les ligues, et plus particulièrement les tensions sur certaines rencontres dans un contexte de fin de saison, où les enjeux d'accession et de rétrogradation exacerbent les passions. « Nous assistons, depuis quelques semaines, à une croissance anormale d'actes condamnables qui ternissent l'image des championnats de football amateur et professionnel. Certes, il existe encore quelques insuffisances dans l'organisation des rencontres, qui doivent être corrigées avec beaucoup plus d'effort et de rigueur, tant sur la maîtrise de la programmation et l'organisation des matchs, que sur la prestation des officiels, ainsi que la participation des comités de supporters, dans la sensibilisation de leurs adhérents », a-t-il affirmé avant

d'ajouter, « J'attends des acteurs du football national et de la presse sportive une réaction positive et concrète pour favoriser un climat de fair-play et que nos stades demeurent des lieux de convivialité et de respect mutuel, reflétant une image positive du football. La FAF ne ménagera aucun effort et prendra toutes les mesures nécessaires de prévention et de lutte contre le phénomène de la violence, totalement étranger à notre sport ».

Parmi les décisions prises, le Bureau fédéral de la FAF a décidé de limiter le déplacement hors wilaya, des supporters des équipes visiteuses, pour les six dernières journées de cette fin de saison de la Ligue 1. A propos du mercato, la première période d'enregistrement pour la prochaine saison du championnat de Ligue 1, il aura lieu du 1<sup>er</sup> juillet au 31 août 2025. A cet effet, les membres du Bureau fédéral ont également approuvé le nouveau modèle de contrat du joueur professionnel et de l'entraîneur du club professionnel, qui seront mis en application dès la première

période d'enregistrement de la nouvelle saison 2025-2026, dont le début a été fixé au 21 août prochain.

Le championnat de Ligue 1 a atteint la 24<sup>e</sup> journée avec six matchs en retard, qui seront apurés d'ici le 3 juin 2025, a-t-on souligné.

Pour ce qui est de la Ligue 2, le début de la saison 2025-2026 sera donné le 6 septembre prochain. D'autre part, les présents à ce conclave ont entendu un exposé de Moucer Ali, le directeur technique national, qui a fait part des activités de sa structure, ainsi que sur le déroulement des travaux de la session du Collège technique national du 28 avril 2025. Concernant la Commission médicale, dans son intervention devant le Bureau fédéral, le docteur Adel Bendif a souligné les insuffisances liées à la couverture médico-sportive des joueurs et du dispositif que la Commission mettra en place dès la nouvelle saison.

Le Bureau fédéral fait obligation aux ligues et aux clubs de désigner un médecin-chef qui supervisera les dossiers médicaux des joueurs.

## Ligue 1 USM Alger: C'est la débandade !

M. Zeggai

**T**rois défaites consécutives, en autant de matches joués. C'est la triste réalité de l'USM Alger, l'un des ténors du football algérien. Pire encore, les Usmistes ont également montré l'étendue de leurs limites, sur tous les plans et c'est ce qui inquiète le plus les fervents supporters de l'équipe. Les recrues se sont, malheureusement, mises au diapason en raison d'une gestion technique chaotique. Belkacemi a-t-il été remplacé ? Les nouveaux ont-ils apporté le plus escompté ? En un temps assez court, l'USMA a inexplicablement perdu de sa solidité défensive, sa créativité au milieu de terrain et son influence en attaque. Les «Rouge et Noir» ont déçu plus d'un

et ce, en dépit de l'accompagnement du Serpot, l'actionnaire majoritaire. Alors, comment est-on arrivé là ? A notre avis, la direction du club a commis l'erreur de céder à la pression de la rue pour mettre fin aux fonctions de l'entraîneur tunisien Nabil Maâloul après la défaite concédée face au MCA. La situation n'a pas évolué d'un iota après l'arrivée du Brésilien Marcos Paqueta. Après les dernières contre-performances, la direction du club a décidé de résilier le contrat de ce coach pour insuffisance de résultats. L'intérim est assuré par le DTS des jeunes catégories, Sofiane Benkhelifa, et du préparateur physique Belaid Medjahed.

Cela a fini par déboucher sur une défaite sans honneur face à l'ASO

Chlef, au stade du 5 Juillet. Excepté une qualification à la finale de la coupe d'Algérie, l'USMA a raté tous ses objectifs au grand dam de son merveilleux public. La restructuration du club avec la venue des anciens joueurs n'a rien apporté. En un mot, le président du Conseil d'administration, Othmane Sobhane, a commis quelques erreurs de gestion et en football ça se paye cash. Comme le dit le proverbe: «Il n'est pas de vent favorable pour celui qui ne sait pas où il va». Aujourd'hui, la crise s'est installée, ce qui va contraindre, selon nos sources, la direction à opérer quelques changements. Les rumeurs annoncent le retour de Said Allik aux affaires du club, comme souhaité par de nombreux fans du club. En attendant, c'est l'indécision qui plane.

## Coupe d'Algérie 2025 (dames): Après avoir remporté le trophée Le Président de la République félicite la JS Kabylie

**L**e président de la République, Abdelmadjid Tebbone a félicité les footballeuses de la JSK, suite à leur sacre à la 24<sup>e</sup> édition de la Coupe d'Algérie féminine de football (Seniors). «Mille braves aux dames du Club de la Jeunesse sportive de Kabylie pour leur victoire en finale de la Coupe d'Algérie de football. Mes félicitations à vous ainsi qu'au staff technique pour ce sacre», a écrit le président de la République sur son compte officiel sur les réseaux sociaux.

Pour rappel, la JS Kabylie a remporté la 24<sup>e</sup> édition de la Coupe d'Algérie féminine de football 2025 (seniors), en battant le CF Akbou 3-1, en finale disputée jeudi au stade Mustapha-Tchaker de Blida. Les Kabyles ont démarré la partie tambour battant, ce qui leur a permis de prendre l'avantage à la 20<sup>e</sup> grâce à Baki, avant de faire le break par l'entremise de Ganouch, neuf minutes plus tard (29<sup>e</sup>). En seconde période, le CFA a réduit le score par Bara (54<sup>e</sup>). La JSK a resur-

gi dans le temps additionnel pour se mettre définitivement à l'abri, en marquant le troisième but, signé Keddache (90<sup>e</sup>+5). Dirigée sur le banc par l'ancienne internationale, Naïma Laouadi, la JSK, qui a assuré son accession en division 1, s'adjuge le premier titre majeur de son histoire. En revanche, les Akbouciennes, championnes d'Algérie 2025 pour la deuxième fois de rang, et dont il s'agit de la première défaite de la saison, échouent à réaliser le doublé.

## Transfert Ibrahim Maza officiellement au Bayer Leverkusen pour cinq saisons

**L**'international algérien du Hertha Berlin (Div.2 allemande), Ibrahim Maza, s'est engagé officiellement avec le Bayer Leverkusen pour un contrat de cinq saisons, soit jusqu'au 30 juin 2030. «Ibrahim Maza est actuellement l'un des jeunes attaquants les plus intéressants. Son jeu nous convient parfaitement, à nous et à notre style de football. Il possède d'excellentes qualités techniques, il est doué pour les dribbles et il est très assertif. Il a également une vision du jeu pour ses coéquipiers, qu'il peut mettre en jeu avec brio», a déclaré le directeur sportif du Bayer Leverkusen, Simon Rolfes. Le club de la Ruhr, engagé en Ligue des champions la saison prochaine, a devancé la concurrence du VfB Stuttgart et d'autres prétendants européens pour s'attacher les services du prometteur milieu offensif. De son côté,



l'international algérien de 19 ans a déclaré à cette occasion que «rejoindre le champion d'Allemagne est une grande opportunité, un rêve. J'ai eu les meilleures opportunités de progresser et de progresser avec le Hertha en deuxième division». Et d'ajouter: «Maintenant, je veux faire mes preuves sur la grande scène avec un grand club européen. J'ai hâte d'être au

Bayer 04, de découvrir ce stade unique et accueillant, avec son ambiance formidable, et une équipe qui m'a vraiment impressionné ces dernières années. Ici, à Leverkusen, je peux encore progresser et remporter des titres, c'est ce qui me motive». Selon plusieurs médias allemands, le Bayer Leverkusen a bouclé ce transfert contre un chèque de 12 millions d'euros.



2

11.00 Tout le monde veut prendre sa place  
12.00 Journal 13h00  
12.20 13h15, le samedi  
13.16 Au bout de l'enquête, la fin du crime parfait ?  
16.10 Affaire conclue, tout le monde a quelque chose à vendre  
17.00 Tout le monde a son mot à dire  
17.35 N'oubliez pas les paroles  
19.00 Journal 20h00  
19.30 20h30 le samedi

20.10 Qui restera dans la lumière ?



Présenté par Bruno Guillon

100 candidats de tous âges, venus des 4 coins de la France et de la Belgique, s'affrontent lors d'un quizz de culture générale afin de gagner jusqu'à 100 000 euros. Dans cette nouvelle édition, le challenge devient encore plus corsé avec désormais trois parcours de sélection pour trois places en demi-finale : le parcours libre, le parcours imposé et le parcours du combattant. Le candidat décide de son parcours avec un objectif : mettre le plus d'adversaires dans l'ombre et marquer les points correspondants au nombre de candidats qui ont commis une erreur.

3

10.15 Des régions gourmandes  
11.15 ICI 12/13  
11.55 Château !  
12.35 Samedi d'en rire  
13.30 Champions d'exception  
13.50 Football : Coupe de France féminine  
16.25 Slam  
17.05 Questions pour un champion  
18.00 ICI 19/20 édition toutes régions  
18.55 Tout le sport  
19.30 Saveurs de saison

20.05 Meurtres à...



Série policière - France - 2025  
Saison 12 - Episode 4/11

- Meurtres aux Marquises  
Avec Sara Mortensen, Kahui Kaiha, Tapa Teuru, Vincent Terorotua  
Affectée par un événement tragique, Alba Debrucker délaisse son poste de policière à Paris et s'installe aux îles Marquises où réside Heiani, sa confidente. À l'aube des épousailles ce celle-ci avec Kohu, la promise git inerte sur le rivage, vêtue de sa tenue nuptiale. Un tapa marquisien orné d'inscriptions cryptiques est la cause son asphyxie.

4

09.58 Idéfix et les Irréductibles  
10.55 Manger, bouger, dormir  
11.07 Les as de la jungle à la rescousse  
12.34 Belfort & Lupin  
14.17 Batwheels  
16.03 Ninjago, le soulèvement des dragons  
16.36 Héros à moitié  
19.15 Les plus belles histoires de Quentin Blake  
19.25 Drôle de nature  
19.45 Okoo-koo

20.00 Cherchez Hortense



Comédie dramatique - France - 2012  
Avec Jean-Pierre Bacri, Isabelle Carré, Kristin Scott Thomas, Claude Rich  
Iva se dispute avec son mari Damien, professeur de civilisation chinoise : elle lui reproche de ne toujours pas avoir parlé à son père, qui siège au Conseil d'Etat, pour obtenir des papiers pour une jeune femme serbe en situation irrégulière. En chemin pour le voir, il discute avec Aurore, serveuse de restaurant qu'il avait croisé quelque temps plus tôt. Il retrouve bientôt son père, qui n'a pas le temps de lui parler.

5

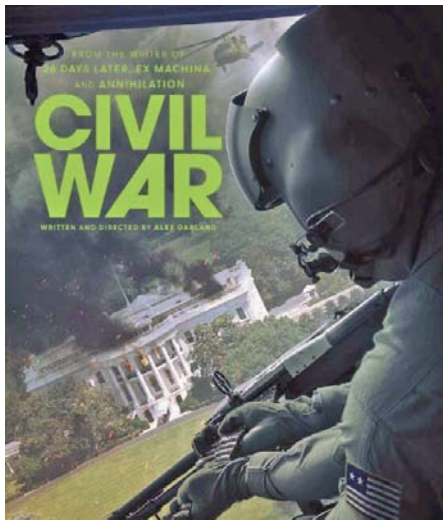
09.10 SOS animaux sauvages  
09.45 Silence, ça pousse !  
11.40 La noisette : le casse du siècle  
12.35 Le Honduras, côté sauvage  
14.30 Explorations de l'extrême  
15.25 Les trésors du Paris haussmannien  
16.25 C dans l'air l'invité  
16.40 C dans l'air  
17.55 C l'hebdo  
19.00 Vu  
19.05 C l'hebdo la suite  
19.55 C'est bon à savoir  
20.00 Echappées belles

arte

TMC

08.25 Invitation au voyage  
09.05 Cuisines des terroirs  
09.30 Vivre avec les volcans  
15.50 Invitation au voyage  
16.30 Argentine, le polo au féminin  
17.05 Monténégro : La bergère et le vent du changement  
17.50 Arte reportage  
18.45 Arte journal  
19.05 28 minutes  
19.55 Cap Corse : Le mystère des anneaux  
21.30 Planète Méditerranée  
22.20 Méditerranée : la face immergée des volcans

10.55 Quotidien  
12.36 Petits plats en équilibre  
12.40 MacGyver  
17.40 Burger Quiz  
20.10 Petits plats en équilibre  
20.15 Columbo  
Série policière - Etats-Unis - 1976  
Saison 5 - Episode 6/6  
Avec Peter Falk, Robert Vaughn, Wilfrid Hyde-White, John Dehner  
22.05 90' Enquêtes



CANAL+ CINEMA 20.00

CIVIL WAR

Film d'action - Etats-Unis - Grande-Bretagne - 2024

Avec Kirsten Dunst, Wagner Moura, Stephen McKinley Henderson

Dans un futur proche, les Etats-Unis sont au bord du chaos : un président autoritaire entame son troisième mandat, et, sous l'appellation des forces de l'Ouest, la Californie et le Texas font sécession, et, malgré les discours rassurants de la présidence, leurs troupes se rapprochent de plus en plus de Washington. Dans ce contexte, Joel, journaliste et Lee, photoreporter, ont obtenu une interview avec le président. Rejoints par Sammy, un journaliste vétéran, et par Jessie, une jeune femme qui rêve de devenir photographe comme Lee, tous prennent la route vers la capitale fédérale. Seulement, le chemin est extrêmement dangereux.

CANAL+ GRANDECRAN 20.04

DRACULA



Film fantastique - Etats-Unis - Grande-Bretagne - 1992

Avec Gary Oldman, Winona Ryder, Anthony Hopkins, Keanu Reeves

Au XVIe siècle, le comte Dracula part en guerre contre les Turcs. Le croyant mort, sa femme se suicide. Dracula renie alors Dieu et s'enferme dans son château. Quatre siècles plus tard, le jeune Jonathan Harker arrive chez Dracula comme agent immobilier. Ce dernier souhaite en effet acheter des terrains à Londres. Dracula découvre par hasard que Mina, la fiancée de Harker, est le sosie de sa défunte épouse.

RTL9 19.55

POURSUITE



Film d'action - Etats-Unis - 1996  
Avec Keanu Reeves, Morgan Freeman, Rachel Weisz, Fred Ward, Kevin Dunn  
A Chicago, un commando fait sauter le laboratoire du professeur Alistair Barkley, ardent écologiste, qui a inventé une source d'énergie non polluante et très économique. Les deux survivants Eddie Kasalovich, l'assistant de Barkley, et sa jeune collègue Lily Sinclair, une physicienne, sont bientôt soupçonnés par le FBI. Incapable de prouver son innocence, Eddie doit s'enfuir, entraînant Lily avec lui.

TÉLÉVISION

TF1

20.10 The Voice, la plus belle voix



Saison 14

Présenté par Nikos Aliagas

Florent Pagny, Vianney, Patricia Kaas et Zaz coachent les candidats de tous âges, venant de tous les horizons et d'univers artistiques variés. Des amateurs de pop, rock, rap, musique classique, jazz, «The Voice» est la scène où tous les artistes peuvent s'exprimer, partager leur art et briller. L'heure du verdict de cette quatorzième saison a sonné. Les quatre finalistes se départageront au terme de trois prestations.

6

20.10 NCIS



Série policière - Etats-Unis - 2025  
Saison 22 - Episode 11/20

- Pour le meilleur et pour le crime  
Avec Sean Murray, Wilmer Valderrama, Katrina Law, Diona Reasonover  
Un criminel se faisant passer pour un militaire est retrouvé mort dans un parc. Parker et son équipe découvrent rapidement que Torres a secrètement infiltré le gang auquel appartenait la victime. A la demande de Vance, Nick cherche à découvrir l'identité du chef de ce groupe spécialisé dans les cambriolages de bases navales.

CANAL+

19.40 Loris Giuliano en balade



Présenté par Loris Giuliano

Comme à son habitude, le vidéaste aux près d'1,7 millions d'abonnés fait de son mieux pour créer une atmosphère détendue et conviviale propice aux confidences. L'illustre acteur, réalisateur, scénariste, producteur, humoriste et animateur profite de cette petite virée en toute complicité pour se lier et répondre sans langue de bois aux questions posées par son guide d'un jour.

PLANETE +

08.21 American Pickers, la brocante made in USA



11.24 La Frontière : à la conquête de l'Ouest  
12.58 Les six femmes d'Henri VIII  
14.56 Ingénieurs de l'Antiquité  
16.45 Au-delà de la mort : les secrets des rites funéraires  
18.23 American Pickers, la brocante made in USA

TFX

08.25 Nicky Larson



09.25 Familles nombreuses : la vie en XXL  
18.46 Petits plats en équilibre  
18.50 Familles nombreuses : la vie en XXL  
20.05 Petits plats en équilibre  
20.10 Chroniques criminelles

W9

09.10 Absolument stars

10.40 Le hit W9  
11.50 Scorpion  
Série d'action - Etats-Unis - 2016  
Saison 2 - Episode 25/25



Avec Elyes Gabel, Katharine McPhee, Eddie Kaye Thomas, Jaden Wong, Ari Stidham  
16.30 La petite histoire de France





### 3

S	2
T	5
E	3
	1

C	CC
T	<sup>1</sup> A

13	G
19	

3





## Droits de douane: l'UE suggère une offre à 50 milliards d'euros à Washington



L'Union européenne envisage d'augmenter de 50 milliards d'euros ses achats de produits américains, afin de résoudre le «problème» de ses relations commerciales avec Washington, explique le commissaire européen en charge du Commerce Maros Sefcovic dans un entretien avec le Financial Times. «Si nous considérons que le déficit s'élève à 50 milliards d'euros, je pense que nous pouvons vraiment (...) résoudre ce problème très rapidement grâce aux achats de GNL (gaz naturel), ou certains produits agricoles comme le soja», déclare M. Sefcovic, dans cet entretien mis en ligne jeudi. L'UE est en pleines négociations avec l'administration américaine pour obtenir la levée de droits de douane imposés par Donald Trump.

## Birmanie : «plus de 200 civils tués» dans «243 attaques» de la junte depuis le séisme



L'ONU a dénoncé vendredi les attaques contre des civils de la junte en Birmanie, qui ont fait plus de 200 morts depuis le séisme qui a secoué le pays le 28 mars.

Depuis le tremblement de terre et à la date du 29 avril, «l'armée a lancé au moins 243 attaques, dont 171 frappes aériennes, causant la mort de plus de 200 civils», a indiqué le Haut-Commissaire aux droits de l'homme, Volker Türk dans un communiqué, ajoutant que la grande majorité de ces attaques ont eu lieu après l'annonce d'un cessez-le-feu.

# Le Quotidien

D'ORAN  
Edition Nationale d'Information

## Mali: inquiets face à la junte, les partis politiques donnent de la voix



Nous n'allons pas rester les bras croisés: inquiets de leur possible dissolution par la junte au pouvoir, les partis politiques maliens élèvent la voix malgré la répression des voix dissidentes et la réduction de l'espace civique.

Les militaires au pouvoir ont annoncé mercredi soir l'abrogation de la charte des partis politiques qui régit leur fonctionnement. Un nouveau

pas vers une éventuelle dissolution des partis, estiment des juristes. «Au Mali, nous avons lutté pour obtenir la démocratie et nous n'allons pas rester les bras croisés», prévient Oumar Mariko, opposant politique malien en exil. La décision des autorités a été annoncée au lendemain d'une concertation nationale organisée par la junte à Bamako, et qui a préconisé la dissolution des

partis et le durcissement des règles présidant à leur création. Cette rencontre, marquée par la présence des soutiens du régime mais boycottée par la plupart des formations politiques, a également proposé la proclamation sans élection cette année du chef de la junte, le général Assimi Goïta, comme président de la République pour un mandat de cinq ans renouvelable.

## France : manifestations contre l'islamophobie et l'extrême droite

Quelque 300.000 personnes ont manifesté jeudi en France à l'occasion du 1er-Mai contre l'extrême droite, dont 100.000 à Paris, où a eu lieu également un rassemblement pour rendre hommage à Aboubakar Cissé, un musulman tué la semaine dernière dans une mosquée du sud du pays et dénoncer l'islamophobie, ont rapporté des médias. «Cette journée de manifestation est une grande réussite, nous avons recensé 270 manifestations dans toute la France», a affirmé la numéro un de la Confédération générale du travail (CGT), Sophie Binet.

Murielle Guilbert, codéliguée de Solidaires, l'un des syndicats à l'origine de l'appel à défilé, a expliqué qu'il n'y a «pas un seul salarié aujourd'hui



qui ne s'inquiète pas (...) de la montée du racisme». L'an dernier, la CGT avait comptabilisé 210.000 manifestants en France (dont 50.000 à Paris). «Le racisme tue, non à la haine contre les musulmans», a-t-on

pu lire sur des pancartes tenues par des manifestants réunis à Paris à l'appel de l'association SOS Racisme et de la militante Assa Traoré, pour rendre hommage à Aboubakar Cissé et dénoncer l'islamophobie.

## Report des discussions sur le nucléaire entre Etats-Unis et Iran



Le ministère iranien des Affaires étrangères a annoncé jeudi le report du quatrième cycle de négociations sur le nucléaire iranien prévu aujourd'hui à Rome avec les Etats-Unis, le médiateur omanais invoquant des «raisons logistiques». Washington a indiqué pour sa part que de nouvelles discussions auraient lieu dans un «futur proche». Téhéran et Washington devaient se retrouver samedi à Rome pour une quatrième série de pourparlers, après que les deux parties ont fait état de progrès lors des cycles précédents. «Le prochain cycle de négociations indirectes entre l'Iran et les Etats-Unis, qui devait avoir lieu à Rome samedi (...) a été reporté», a déclaré le porte-parole du ministère iranien des Affaires étrangères, Esmail Baghaï, dans un communiqué.

Il a ajouté que cette décision avait été prise sur proposition d'Oman et qu'une autre date serait annoncée «ultérieurement». Le chef de la diplomatie omanaise, qui joue le rôle de médiateur entre les Etats-Unis et l'Iran, avait annoncé plus tôt jeudi le report.

## L'armée somalienne élimine «plusieurs» terroristes Shebab



L'Armée nationale somalienne (SNA) a éliminé «plusieurs» terroristes Shebab et détruit leur bastion à El-Barwaqo, situé dans la région du Moyen Shabelle, a rapporté jeudi l'agence de presse Sonna. L'opération, confirmée par le général de division Deeq Yusuf Sareeye, a permis de neutraliser avec succès plusieurs terroristes Shebab qui utilisaient la zone comme base. L'offensive ciblée de l'ANS s'inscrit dans le cadre d'une campagne intensifiée visant à neutraliser les terroristes qui continuent de menacer la stabilité de la Somalie.

Les SNA ont porté un «coup majeur» aux opérations des terroristes dans la région, s'est félicité le général de division Sareeye, qui a dirigé la mission. Le gouvernement somalien s'est engagé à poursuivre ses opérations jusqu'à la «libération» de tous les territoires contrôlés par les Shebab.

## EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

## LA PEINE DE MORT POUR METTRE UNE SOCIÉTÉ À L'ABRI DE LA MORT

O n y est, le débat sur la peine de mort reprend. Les terrifiants dégâts que provoque la propagation des drogues le remettent à l'ordre du jour, avec l'habituelle tendance à ne pas tenir compte des drames qu'elle cause.

Il ne fait aucun doute que la globalité de la société algérienne applaudit à la revivance d'une décision juridique bien que le récent durcissement de la loi ait été entouré par un peaufinage resté à proximité d'un prudent humanisme.

Tous les Algériens ne pouvaient tolérer que les drogues sous toutes leurs formes investissent l'école pour condamner une institution vitale à la mort. Leur ombre, après s'être déployée dans les rues, s'est élargie sur la tête d'une en devenir génération future pour menacer la Nation en-

tière. Mieux encore, elles sont une perfusion létale et armes politiques qu'utilisent des forces hostiles pour désintégrer le pays et empoisonner ses racines.

Les pourvoyeurs de la mort ne sont pas des délinquants dont la criminalité s'arrête aux faits divers.

D'autres Etats à la législation rigide avaient mesuré avant les Algériens la réelle dimension de la menace et s'étaient éloignés d'un certain sentimentalisme d'un aloi discutable pour se prémunir du

danger. Ils ne s'en portent que bien. Dans ce domaine, comme dans d'autres, il ne s'agit pas d'être pour ou contre la peine de mort puisque les pourvoyeurs prémédités et prescripteurs du suicide collectif d'une nation sont des donneurs attitrés de la mort collective.

Les juristes ont estimé cependant qu'une relative magnanimité et une touche d'humanisme pouvaient être accordées à l'adoption. Ils n'ont pas été sans ignorer les difficultés actuelles de l'existence. Des esprits, il est vrai ne baignent pas dans la quiétude et la normalité pour être aux prises avec une véritable et douloureuse maladie. Aussi face au grave dilemme national qui s'étend, il ne peut être convenu que de l'amputer à la racine. C'est le prix à payer pour mettre résolument et drastiquement la société algérienne à l'abri de la mort.